

SM/81/168
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

RWANDA

Evolution récente de l'économie

Document préparé par une mission du Fonds composée de
MM. M. Sidibé (chef de mission-AFR), M.Z. Yucelik (DFP),
S.P.O. Itam (AFR) et A. Jbilî (AFR)

Approuvé par le Département Afrique, le Département
des relations de change et de commerce et le
Département des finances publiques

7 août 1981

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
Données de base		v
I.	Revenu et production	1
1.	Produit intérieur brut et dépenses	1
2.	Agriculture	4
a.	Production vivrière	5
b.	Cultures d'exportation	7
3.	Elevage et pêche	14
4.	Industries extractives	15
5.	Secteur manufacturier	17
6.	Energie	18
II.	Planification du développement	19
III.	Prix, salaires et emploi	22
1.	Prix	22
2.	Salaires	24
3.	Emploi	24
IV.	Finances publiques	25
1.	Structure du secteur public et système budgétaire	25
2.	Situation budgétaire globale 1978-80	26
3.	Le budget 1981	29
4.	Résultats en matière de recettes	31
5.	Evolution des dépenses	32
6.	Dettes intérieures	33

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
V.	Monnaie et crédit	34
1.	Evoluton globale de la monnaie et du crédit	34
2.	Institutions de crédit spécialisées	37
3.	Ventilation sectorielle du crédit	38
4.	Taux d'intérêt	39
VI.	Secteur extérieur	40
1.	Evolution générale de la balance des paiements	40
2.	Commerce extérieur	42
a.	Exportations	42
b.	Importations	43
c.	Répartition géographique des échanges	44
3.	Services, transferts et capitaux	44
4.	Réserves internationales	45
5.	Dettes extérieures	46
6.	Régime de change et de commerce	46

Tableaux du texte

1.	Evolution du revenu, des dépenses, des prix et de certains ratios macroéconomiques, 1977-81	2
2.	Origine et emploi des ressources aux prix courants du marché, 1976-81	3
3.	Production agricole destinée à la consommation intérieure, 1977-81	6
4.	Café, production et rendement, 1977-81	3
5.	Structure des prix du café, 1977-80	10
6.	Thé, production et rendement, 1977-81	12
7.	Production des autres principales cultures d'exportation, 1977-81	14
8.	Estimations du cheptel, 1976-80	15
9.	Production de minerais destinés à l'exportation, 1977-81	16
10.	Financement du programme public de développement dans le cadre du Plan 1977-81 pour la période 1977-79	21
11.	Mouvements de l'indice général des prix à la consommation 1976-81	23
12.	Situation financière de l'Etat, 1978-81	27
13.	Situation des finances publiques par rapport au PIB, 1978-81	28
14.	Situation monétaire, 1977-81	35
15.	Facteurs influant sur les variations de la masse monétaire 1977-81	36
16.	Etats récapitulatif de la balance des paiements, 1977-81	41
17.	Taux de change effectif pondéré des échanges commerciaux, 1977-81	48

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
<u>Tableaux de l'annexe</u>		
I.	Produit intérieur brut par secteur d'activité aux prix courants du marché, 1977-81	49
II.	Valeur de la production agricole destinée à la consommation intérieure, 1977-81	50
III.	Structure des prix du thé, 1976-80	51
IV.	Evolution de la production des principaux produits manufacturés, 1976-80	52
V.	Indice général des prix à la consommation, 1976-mars 1981	53
VI.	Indice des prix à la consommation des produits locaux, 1976-mars 1981	54
VII.	Emploi et traitements bruts versés aux fonctionnaires titulaires, 1972-80	55
VIII.	Recettes de l'Etat, 1978-81	56
IX.	Classification économique des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-81	57
X.	Classification fonctionnelle des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-81	58
XI.	Dépenses de développement de l'Etat, 1978-81	59
XII.	Différents indicateurs de l'évolution des finances publiques, 1978-81	60
XIII.	Encours de la dette intérieure de l'Etat, 1978-81	61
XIV.	Situation monétaire, 1977-81	62
XV.	Etat récapitulatif des comptes de la Banque nationale du Rwanda, 1977-81	63
XVI.	Etat récapitulatif des comptes des banques commerciales, 1977-81	64
XVII.	Etat récapitulatif des comptes de la Caisse d'épargne, 1977-81	65
XVIII.	Etat récapitulatif des comptes des banques populaires, 1977-81	66
XIX.	Etat récapitulatif des comptes de la Banque de développement, 1977-81	67
XX.	Ventilation du crédit par activité économique et par origine, 1977-81	68
XXI.	Structure des taux d'intérêt	69
XXII.	Balance des paiements, 1977-81	70
XXIII.	Indices du volume et de la valeur unitaire des exportations et des importations, et termes de l'échange, 1977-81	71
XXIV.	Composition, volume, valeur unitaire et valeur des exportations, 1977-81	72
XXV.	Composition des importations, 1977-80	73
XXVI.	Répartition géographique des échanges, 1977-80	74

Table des matières

	<u>Page</u>
XXVII. Réserves internationales, 1977-80	75
XXVIII. Etat récapitulatif de la dette publique extérieure, 1976-80	76
XXIX. Dette publique extérieure par catégorie de créanciers, 1977-80	77

RWANDA - Données de Base

Superficie, Population et
PIB par habitant

Superficie	26.338 kilomètres carrés
Population	
Total (estimation 1980)	5,2 millions d'habitants
Taux de croissance (1976-80)	3 %
Densité	180 habitants par kilomètre carré
PIB par habitant (estimation 1979)	154 DTS

<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
				Projections

Produit intérieur brut
et dépenses

(Milliards de francs rwandais)

PIB aux prix courants du marché	71,6	81,0	97,8	110,4	125,2
Dont :					
agriculture, élevage,					
forêts et pêche	(33,2)	(34,3)	(46,2)	(50,7)	(57,5)
industrie et construction	(15,2)	(16,1)	(18,7)	(21,7)	(24,5)
services publics	(6,4)	(6,1)	(7,2)	(8,2)	(10,0)
Produit intérieur brut aux prix courants	72,4	86,2	99,1	112,7	128,9
Consommation privée	(51,2)	(62,6)	(70,6)	(80,6)	(89,7)
Consommation publique	(12,1)	(12,3)	(15,8)	(16,6)	(20,1)
Formation brute de capital fixe	(9,1)	(11,3)	(12,7)	(15,5)	(19,1)
Insuffisance des ressources aux prix courants <u>1/</u>	-3,6	-13,1	-6,7	-11,4	-14,1

Indices des prix

(Moyenne sur la période)

Prix à la consommation (1976 = 100)	116,7	131,3	152,1	163,0	170,1 <u>2/</u>
Prix à l'exportation (1975 = 100)	280,1	224,3	295,9	264,2	220,3
Prix à l'importation (1975 = 100)	111,5	124,4	143,5	167,5	183,2

Opérations du Trésor

(Milliards de francs rwandais)

Recettes budgétaires	8,4	8,8	12,2	13,2	13,6
Dont : exportations de café	(3,0)	(1,5)	(3,9)	(2,0)	(1,0)
Dépenses budgétaires	7,3	8,0	10,2	12,6	16,3
Ordinaires	6,2	7,0	8,7	10,5	13,1
De développement	1,1	1,0	1,5	2,1	3,0

1/ Exportations de biens et services non facteurs moins importations de biens et services non facteurs.

2/ Mars 1981.

RWANDA - Données de base (suite)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Projection
	(Milliards de francs rwandais)				
Comptes spéciaux du Trésor (net)	-0,2	-0,8	-0,9	-0,8	-0,6
Excédent ou déficit (-) du Trésor	0,9	--	1,1	1,4	-2,1
Financement intérieur	-0,9	0,1	-1,1	-1,1	2,9
Dont : système bancaire	(-1,0)	(0,5)	(-0,3)	(-2,2)	(2,3)
Financement extérieur	--	-0,1	--	-0,3	-0,8
<u>Monnaie et crédit</u>					
(fin de période)					
Avoirs extérieurs (net)	6,6	7,0	13,5	14,7	13,6
Crédit intérieur	4,8	5,2	3,1	3,5	6,2
Créances sur l'Etat (net)	0,4	--	-1,5	-3,0	-1,8
Créances sur le secteur privé					
Dont : crédit au secteur du café	(2,3)	(2,2)	(1,3)	(2,2)	(...)
Monnaie	8,1	9,0	11,2	12,0) 17,7
Quasi-monnaie	2,1	2,2	2,9	3,2) 2,1
Autres postes (net)	1,2	1,0	2,5	3,0	
<u>Balance des paiements</u>					
	(Millions de DTS)				
Exportations f.o.b.	108,3	89,2	157,0	102,6	98,6
Dont : café	(61,2)	(39,0)	(106,9)	(48,1)	(51,1)
Importations f.o.b.	-87,6	-115,8	-123,4	-157,0	-166,2
Balance commerciale	20,7	-26,6	33,6	-54,4	-67,6
Services (net)	-57,9	-84,4	-98,6	-83,8	-102,8
Transferts sans contrepartie (net)	55,5	74,6	101,3	86,8	112,7
Solde des transactions courantes	18,3	-36,4	36,3	-51,4	-57,7
Capitaux (net) 1/	1,4	36,1	17,7	61,6	49,5
Excédent ou déficit (-)	19,7	-0,3	54,0	10,2	-8,2
<u>Réserves officielles brutes</u>					
(fin de période)					
Avoirs en DTS	2,4	2,4	4,6	7,7	...
Position de réserve au FMI	2,1	2,9	5,5	8,4	...
Devises	63,9	61,7	105,3	130,2	...
Total	68,4	67,0	115,4	146,3	...

1/ Y compris allocation de DTS et erreurs et omissions.

RWANDA - Données de base (fin)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Projections
Taux de change au franc rwandais pour 1 DTS (fin de période)	112,77	120,95	122,30	118,41	114,06 <u>1/</u>
Taux effectif pondéré par les échanges commerciaux en dollars E.U. (moyenne 1974 = 100)	82,4	87,1	85,2	88,1	81,4

1/ Mars 1981.

I. Revenu et production

1. Produit intérieur brut et dépenses

Bien que les comptes nationaux officiels dont on dispose pour la période 1977-80 présentent un certain nombre d'insuffisances, ils donnent néanmoins une indication approximative des résultats de l'économie. Cette période a été marquée par une phase d'expansion économique rapide pour le Rwanda malgré les perturbations fréquentes, dues aux troubles en Ouganda, dont ont souffert les courants d'exportations et d'importations. Après avoir augmenté à un taux moyen de 5 % en valeur réelle en 1977-78 (Tableaux 1 et 2 et Tableau I de l'Annexe) le rythme de croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est ralenti pour passer à 4,3 % en 1979, du fait de l'incidence négative sur l'économie des perturbations provoquées par le conflit ougandais et de la fermeture de la seule route menant à Mombasa, au Kenya, qu'empruntent les neuf dixièmes du commerce international du Rwanda. Certaines activités se sont totalement interrompues et les prix ont fortement augmenté en raison de l'insuffisance des biens intermédiaires et de pièces détachées essentielles. D'après les estimations, le déflateur du PIB aurait augmenté de 15,6 % en 1979 et l'indice général des prix à la consommation de 15,8 %.

D'après les estimations préliminaires, le PIB réel s'est accru à un taux de 4,9 % en 1980. Du fait de conditions climatiques meilleures et grâce aux efforts déployés dans le passé en matière de services de vulgarisation, les cultures d'exportations, notamment le café, ont progressé rapidement et la production vivrière a augmenté de quelque 3 %. L'activité du secteur minier a stagné tandis que celle du secteur de la construction et du secteur manufacturier (essentiellement bière et boissons gazeuses) progressaient de façon satisfaisante, l'approvisionnement en consommations intermédiaires et en pièces détachées importées s'améliorant après la réouverture de la route traversant l'Ouganda. Les transports et les autres services ont également connu une reprise substantielle.

Les perspectives pour 1981 sont favorables et le taux de croissance du PIB devrait atteindre 5,2 % selon les projections en valeur réelle. Bien que les renseignements sur les résultats probables des différents secteurs restent assez rares, il apparaît que la production agricole enregistrera des gains substantiels tant à l'exportation qu'en ce qui concerne les cultures de subsistance, tandis que dans le secteur minier les signes d'une reprise significative commencent à se manifester. L'activité des services publics devrait également s'accroître fortement et les résultats des autres secteurs seront probablement identiques à ceux de 1980.

Le total des ressources disponibles s'est accru à un taux moyen de 16 % en 1977-80, en raison de la hausse du niveau des importations, essentiellement de biens d'équipement et de biens intermédiaires. En même temps, la demande intérieure a progressé en valeur nominale à un taux annuel moyen de 17,5 % pendant la même période, la consommation privée et la consommation publique augmentant conjointement à un rythme de 15,5 %,

Tableau 1. Rwanda : évolution du revenu, des dépenses, des prix
et de certains ratios macroéconomiques, 1977-81

	1977	1978	1979	1980	1981
				Estimations	Projections
	(Variations annuelles en pourcentage)				
PIB en valeur réelle	5,2	4,9	4,3	4,9	5,2
PIB aux prix courants du marché	15,8	13,1	20,7	12,9	13,4
Dont : agriculture	(9,3)	(3,3)	(34,5)	(9,8)	(13,4)
secteur minier	(44,8)	(-2,2)	(--)	(-2,2)	(12,8)
secteur manufacturier et bâtiments	(28,2)	(21,2)	(16,9)	(18,4)	(13,7)
Dépenses intérieures brutes aux prix courants du marché	16,2	25,1	11,1	16,5	14,4
Consommation	12,4	18,4	15,4	12,4	14,0
Privée	(11,0)	(22,3)	(12,8)	(14,1)	(11,3)
Publique	(18,5)	(2,0)	(28,6)	(4,5)	(21,4)
Formation brute de capital fixe	14,4	23,8	12,3	21,6	23,5
Indice des prix à la consommation	14,7	12,5	15,8	7,2	8,1
Ratios	(En pourcentage du PIB)				
Consommation	88,3	92,4	88,4	88,0	87,7
Privée	(71,4)	(77,2)	(72,2)	(73,0)	(71,6)
Publique	(16,9)	(15,2)	(16,2)	(15,0)	(16,0)
Formation brute de capital fixe	12,9	14,0	13,0	14,0	15,2
Exportations de biens et services non facteurs	18,3	14,9	24,5	13,4	11,0
Importations de biens et services non facteurs	23,3	31,0	31,4	23,7	22,3
Insuffisance des ressources	4,7	16,1	6,9	10,3	11,2

Sources : Tableau 2 et Tableau I de l'annexe.

Tableau 2. Rwanda : origine et emploi des ressources
aux prix courants du marché, 1976-81

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
					Chiffres provisaires	Projections
	(Millions de francs rwandais)					
Produit intérieur brut (PIB)	61.874	71.631	81.050	97.808	110.398	125.200
Importations de biens et services non facteurs	14.400	16.750	25.152	30.712	26.168	27.915
Total des ressources	76.274	88.381	106.202	128.520	136.566	153.115
Consommation	56.274	63.240	74.904	86.462	97.150	109.780
Privée	(46.072)	(51.152)	(62.580)	(70.617)	(80.590)	(89.680)
Publique	(10.202)	(12.088)	(12.324)	(15.845)	(16.560)	(20.100)
Formation brute de capital fixe	7.993	9.141	11.320	12.715	15.456	19.094
Variations des stocks	498	2.869	7.904	5.380	9.177	10.420
Exportations de biens et services non facteurs	11.509	13.131	12.074	23.963	14.783	13.821
Pour mémoire :	(En pourcentage du PIB)					
Consommation	90,9	88,3	92,4	88,4	88,0	87,7
Privée	(74,5)	(71,4)	(77,2)	(72,2)	(73,0)	(71,6)
Publique	(16,5)	(16,9)	(15,2)	(16,2)	(15,0)	(16,0)
Formation brute de capital fixe	12,9	12,9	14,0	13,0	14,0	15,2
Insuffisance des ressources	4,7	5,0	16,1	6,9	10,3	11,2

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

soit un taux annuel d'environ 1 % en valeur réelle. La formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB est passée de 13 % en 1977 à 14 % en 1980.

Pour 1981 il apparaît que la consommation totale augmentera nettement du fait de la hausse des traitements du secteur public en 1980 et du redressement de la situation de l'offre de denrées alimentaires et de biens de consommation. D'après les projections, les prix à la consommation augmenteront de 8,1 % et, de ce fait, le taux de croissance de la consommation totale (en valeur réelle) se situera dans la fourchette de 4 à 5 %. Un nouvel accroissement de la formation brute du capital ainsi qu'une forte expansion des stocks, due en partie à la réapparition de difficultés de transport, entraîneront une augmentation de la demande intérieure de 14 % en valeur nominale.

Les exportations de biens et services non facteurs, qui ont quasiment doublé en 1979 par rapport à 1978, ont fléchi de 38 % en raison surtout de la chute brutale (44%) du volume des exportations de café et du repli des prix à l'exportation. En 1981, la chute des prix à l'exportation devrait, selon les projections, plus que compenser l'expansion du volume desdites exportations, ce qui entraînera une nouvelle baisse de 6,5 % des exportations totales de biens et services non facteurs. Par conséquent, on estime que l'insuffisance de ressources passera d'une moyenne de 9,6 % du PIB pendant la période 1977-80 à 11,3 % en 1981 et que les pressions s'exerçant sur la balance des paiements, apparues en 1980, s'intensifieront dans le courant de l'année.

2. Agriculture

L'économie rwandaise est dominée par l'agriculture, qui représente environ 45 % du PIB et assure la subsistance et l'emploi d'une fraction importante de la population. Environ 80 % de la valeur ajoutée du secteur agricole est représentée par les cultures vivrières, et le reste par des cultures d'exportation, à savoir le café, le thé, le pyrèthre et le quinquina. Le développement du secteur agricole continue d'être entravé par l'utilisation de méthodes de culture traditionnelles à faible rendement, par l'importante pression démographique s'exerçant sur les terres et par l'érosion des sols et l'insuffisance de moyens de production et de services de vulgarisation adéquats. Les conditions climatiques dominantes sont également un facteur essentiel qui influe sur le volume de la production agricole.

L'expansion de la production agricole a bénéficié d'une attention considérable dans le cadre de la stratégie du développement économique, l'objectif étant de parvenir à l'autonomie pour ce qui est des cultures vivrières et de développer et de diversifier la base des exportations. Pour atteindre ces objectifs, les autorités s'efforcent d'accroître la productivité agricole grâce à des techniques de culture modernes, à l'expansion des services de vulgarisation, à l'amélioration des moyens de transport et des installations d'emmagasiner et à une politique des prix à la production favorable. Elles encouragent également les exploitants à intégrer l'élevage à l'agriculture.

a. Production vivrière

Les statistiques relatives aux cultures vivrières réunies sur la base de renseignements fournis par les préfectures ne sont pas complètes. La création en 1981 d'un nouveau bureau des statistiques au sein du Ministère de l'agriculture devrait améliorer la situation. En outre, une enquête générale sur l'agriculture doit être lancée en cours d'année. Malgré les insuffisances, les statistiques disponibles sur les cultures vivrières donnent une indication raisonnable quant à l'évolution générale dans ce secteur. Les principales denrées vivrières - essentiellement bananes, fèves, sorgho, maïs, pommes de terre et fruits et légumes - sont cultivées sur de petites exploitations, essentiellement aux fins de la consommation locale.

Ainsi qu'il ressort du Tableau 3, la production vivrière totale s'est accrue à un taux moyen de 3,3 % en 1977 et 1978, rythme comparable au taux de croissance démographique. En 1979, la production de denrées vivrières - légumes et féculents principalement - a fortement augmenté grâce à l'expansion de la superficie cultivée. Son taux de croissance est tombé à 3 % en 1980 et l'on s'attend à une augmentation identique en 1981.

La production de bananes reste la plus importante culture destinée à la consommation locale tant en volume qu'en valeur. La banane est cultivée sur quelque 200.000 hectares, qui représentent 22 % du total de la superficie cultivée consacrée à la production vivrière. Après avoir progressé à un rythme moyen de 4 % en 1977-79, la production bananière a augmenté de 6 % en 1980; on escompte un accroissement de 2 % en 1981. Les bananes sont également utilisées dans la production de bière et de vin au Rwanda. Toutefois, les pouvoirs publics ont pour politique d'encourager la production de la variété comestible dont les prix sont beaucoup plus avantageux.

Les haricots viennent au premier rang des légumes cultivés, avec une production annuelle moyenne de 180.000 tonnes en 1977-80. En 1981, la production devrait se situer à 199.000 tonnes.

La production de pois et d'arachides a stagné ces dernières années malgré les encouragements fournis sous forme de prix à la production favorables. Les rendements ont diminué avec la mise en culture de terres marginales. Le sorgho reste la principale culture céréalière mais la production et les rendements diminuent depuis 1976. Toutefois, la production devrait s'accroître de 2 % en 1981 par rapport à 1980. La production d'autres céréales telles que le blé, le riz et l'éleusine n'a enregistré aucun progrès significatif mais celle de maïs a augmenté de 9 % en 1979 avec une production totale de 83.000 tonnes. Depuis lors, la production de maïs a stagné. Dans le groupe des féculents, ce sont les patates douces et le manioc qui ont enregistré les progrès les plus sensibles, augmentant en 1979 de 12 et de 75 % respectivement. Pour 1980 et 1981, il apparaît que la production de ces deux féculents restera à

Tableau 3. Rwanda : production agricole destinée
à la consommation intérieure, 1977-81

(Milliers de tonnes)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Bananes	1.869	1.932	2.023	2.151	2.195
Légumes					
Haricots	172	170	181	193	199
Pois	56	50	43	44	44
Arachides	15	14	38	39	39
Divers	5	3	4	3	4
Céréales					
Sorgho	164	183	162	169	173
Maïs	77	76	83	84	85
Eleusine	3	3	2	3	4
Blé	4	4	3	4	5
Riz	3	3	4	5	5
Féculents					
Pommes de terre	177	219	215	181	182
Patates douces	702	773	868	880	888
Manioc	444	373	654	671	672
Divers	25	23	37	25	25
Canne à sucre	30	26	24	24	25
Autres fruits et légumes	40	39	55	40	45

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

2/ Projections.

son niveau de 1979. La production de canne à sucre s'est stabilisée aux alentours de 25.000 tonnes, du fait d'une réduction de la superficie cultivée après avoir atteint un maximum de 30.000 tonnes en 1979. La production de fruits et légumes (avocats, ananas et papayes) est encouragée autour des agglomérations urbaines mais la production est restée aux alentours de 45.000 tonnes par an.

b. Cultures d'exportation

1) Café

Le café est la principale culture de rapport du Rwanda, représentant 54 % des recettes d'exportations totales pendant la période 1977-80. En outre, le café constitue la principale source de revenu monétaire pour une fraction importante de la population et les recettes provenant des taxes sur les exportations de café constituent un élément important des recettes budgétaires totales.

Le café produit au Rwanda est généralement de la variété "arabica doux" et est cultivé essentiellement par des exploitants individuels sur de petites parcelles familiales. En général, le café est cultivé conjointement avec d'autres fruits et légumes tels que bananes et tubéreuses. Toutefois, un faible volume de la récolte de café provient de plantations où la productivité est nettement supérieure du fait d'une application méthodique d'engrais et d'insecticides. Après sa chute brutale en 1977 due à de mauvaises conditions atmosphériques, la production de café parche 1/ s'est accrue de 19 % en 1980 pour atteindre 24.740 tonnes (Tableau 4). La production de café parche devrait augmenter de 26 % en 1981, pour atteindre 31.240 tonnes, la production de café marchand s'élevant à 25.000 tonnes. Ces résultats s'expliquent par une augmentation de la productivité, qui est passée d'une moyenne de 400 grammes de café parche par caféier pendant la période 1977-79 à environ 500 grammes en 1980-81. Cette amélioration de la productivité est due en grande partie à l'élagage extensif des caféiers, à un large recours aux engrais et aux insecticides et à de meilleures conditions climatiques. Fin 1979 les autorités ont lancé un programme d'élagage ou de remplacement des vieux caféiers qui devrait se poursuivre au cours des trois ou quatre prochaines années. Les services de vulgarisation sont fournis aux exploitants par le Ministère de l'agriculture en liaison avec des services identiques pour d'autres produits agricoles. L'Office des cultures industrielles du Rwanda (OCIR-Café, entreprise paraétatique) fournit certains services spécialisés directement aux planteurs, notamment engrais et insecticides, pulvérisation des caféiers et, également, une assistance technique dans le domaine de la gestion. OCIR-Café est également responsable de diverses activités dans le sous-secteur du café, y compris la production, l'emmagasiner, la fixation des prix et l'octroi de licences d'exportation.

1/ On appelle café parche les grains de café séchés achetés aux producteurs. Après traitement, il devient café marchand dont le poids est d'environ 75 % celui du café parche.

Tableau 4. Rwanda : café, production et rendement, 1977-81 1/

	Café parche (Tonnes)	Superficie (Hectares)	Rendement moyen (kilos à l'hectare)	Nombre de cafélars productifs (Milliers)	Rendement moyen annuel par cafélars (Grammes)
1977	18.900	31.932	592	51.092	370
1978	24.650	32.400	761	51.844	475
1979	20.760	29.273	709	54.985	378
1980	24.740	28.530	867	56.414	438
1981 2/	31.246	30.000	1.041	60.526	516

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Ces chiffres ne se rapportent qu'à la production intérieure de café arabica.

2/ Estimations provisoires.

La gestion financière d'OCIR-Café et les services de vulgarisation que l'entreprise fournit aux producteurs seront renforcés par la mise en oeuvre du projet caféier du lac Kivu, qui est entrepris avec le concours financier de la BIRD. Le projet, d'un coût de quelque 17 millions de dollars E.U., vise à promouvoir des méthodes de plantation modernes, la distribution de semences améliorées et la lutte contre les parasites. Il prévoit également l'accroissement de la capacité de traitement du café dans la région du projet afin de décortiquer des quantités plus importantes de café. La région du projet représente 25 % du total de la superficie plantée de caféiers et 40 % de la quantité totale de café cultivé.

Le café est généralement récolté entre mai et octobre. Au début de chaque campagne, le gouvernement fixe les prix à la production du café parche. Le café est acheté aux producteurs au prix fixé par le gouvernement et il est traité et calibré conformément aux normes internationales sous le contrôle d'OCIR-Café avant d'être exporté. Une société mixte, Rwandaise d'Exportation (RWANDEX) est seule responsable du traitement et de la commercialisation du café. Il existe un Fonds d'égalisation du café qui est géré par OCIR-Café et destiné essentiellement à soutenir le prix à la production du café. Le nouveau barème des taxes, des coûts fixes et des prix à la production adopté le 16 juillet 1979 comprend un droit fixe à l'exportation de 20 % de la valeur ex-frontière, tandis que le droit fiscal est de 50 % de l'excédent net après déduction de tous les coûts de commercialisation (y compris le prix à la production); les 50 % restants sont transférés au Fonds d'égalisation du café jusqu'à ce que ces transferts atteignent l'équivalent de 10 % de la valeur ex-frontière (Tableau 5); après quoi tout montant qui excède les 10 % de la valeur ex-frontière est versé au gouvernement en tant que droit fiscal. Les ressources du Fonds d'égalisation du café sont placées en bons du Trésor et en bons de développement, sauf les dépôts qu'il maintient auprès de la Banque nationale du Rwanda pour ses transactions commerciales. Le Fonds d'égalisation a soutenu les prix du café en 1977-78 et pendant le premier semestre de 1979, du fait du fléchissement des prix à l'exportation. En conséquence, ses ressources ont été insuffisantes pendant cette période et il a dû être subventionné par le budget. Grâce aux résultats à l'exportation et à l'adoption du nouveau barème fiscal, la situation financière du Fonds d'égalisation s'est redressée fin 1979 et en 1980, ce qui a permis à ce dernier d'accumuler de petits excédents. Toutefois, on prévoit qu'en 1981 le recul des prix à l'exportation sera tel que le Fonds d'égalisation devra subventionner les prix à la production du café. Sur la base d'un prix à l'exportation moyen de 1,15 dollar E.U. la livre et de l'actuel prix à la production qui a été maintenu à 120 francs rwandais le kilo de café parche (164 FR le kilo de café marchand), le Fonds d'égalisation devra verser des subventions s'élevant à 475 millions de FR en 1981.

Tableau 5. Rwanda : structure des prix du café, 1977-80

(En francs rwandais le kilo)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Prix à l'exportation (f.o.b. Mombassa)	387	263	328	315
Moins : frais de transport	14	25	20	20
coûts fixes	9	9	9	9
assurance et redevances portuaires	7	4	4	3
Répartition	357	225	295	283
Entre : le producteur <u>2/</u>	164	164	164	164
1'intermédiaire	6	6	8	8
1'exportateur	7	4	5	5
1'Etat	191	106	91	91
Dont : droits d'expor- tation <u>3/</u>	(36)	(24)	(37)	(38)
taxe fiscale <u>4/</u>	(155)	(82)	(54)	(53)
1'OCIR	-11	-55	26	15
Dont : OCIR proprement dit	(6)	(6)	(18)	(8)
Fonds d'égalisation	(-17)	(-61)	(18)	(7)
<u>Pour mémoire :</u>				
1. Valeur ex-frontière	111	183	186	188
2. Coûts de commercialisation	249	242	252	256

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Estimations provisoires.

2/ Le prix au producteur du café marchand est supérieur de 37 % environ à celui du café parche. Le prix au producteur pour le café parche était de 65 francs rwandais le kilo en 1976 et de 120 francs rwandais le kilo en 1977-81

3/ A compter du 16 juillet 1979, le droit d'exportation a été fixé à 20 % de la valeur ex-frontière.

4/ A compter du 16 juillet 1979, le droit fiscal a été fixé à 50 % de la différence entre le prix à l'exportation et le total des coûts de la commercialisation (y compris le prix au producteur), les 50 % restants sont transférés au Fonds d'égalisation du café à concurrence de 10 % de la valeur ex-frontière. Au-delà, le reste est alors versé à l'Etat comme droit fiscal.

Le Rwanda est partie à l'Accord international sur le café dans le cadre duquel des contingents d'exportation ont été fixés pour chaque pays à compter d'octobre 1980. Le contingent du Rwanda a été fixé à 21.600 tonnes pour les 2 mois s'achevant en septembre 1981. En outre, il a été autorisé à exporter 7.200 tonnes de café en plus de son contingent pour 1980/81. Par conséquent, étant donné le niveau de production et celui du café d'origine étrangère projetés pour 1981, il est probable que le Rwanda enregistrera une accumulation appréciable de stocks de café. Fin 1980, ces stocks s'élevaient déjà à quelque 9.000 tonnes. Toutefois, le volume des exportations de café dépend dans une large mesure des moyens de transport. Les difficultés dans ce domaine ont été quelque peu réduites par l'achat d'un avion cargo (Boeing 707) qui peut transporter un maximum de 80 tonnes de café par jour. C'est donc encore essentiellement par route que le café est exporté. Environ 50 % des exportations totales de café sont destinées aux Etats-Unis, mais des volumes croissants sont écoulés auprès de pays de la Communauté européenne.

2) Thé

Le thé est la deuxième culture de rapport du Rwanda. Il est cultivé dans le nord et le sud-ouest du pays où l'altitude et le sol se sont révélés favorables. La moitié du thé est produite sur d'importantes plantations qui sont propriété de l'Etat et gérées par la Société d'investissement rwandaise du thé (SIRT) (au sein de laquelle l'Etat détient une participation de 49 %), et l'autre moitié par de petits exploitants individuels ("thé villageois"). Les services de vulgarisation sont fournis aux plantations et aux petits exploitants individuels par l'Office des cultures industrielles du Rwanda pour le thé (OCIR-Thé) qui est également responsable de la commercialisation du thé. L'aide d'OCIR-Thé aux petits exploitants comprend l'octroi gratuit de plantes et d'engrais, la construction d'entrepôts, le ramassage de la production et la construction de routes.

La superficie cultivée, qui s'est accrue à un taux moyen de 19 % pendant la période 1977-79 (Tableau 6) a vu son rythme se ralentir en 1980 et 1981, pour n'atteindre que 7.300 hectares en 1980, contre un objectif prévu au plan de 12.000 hectares. La production de thé séché qui s'est accrue à un taux annuel moyen de 5 % pendant la période 1977-79 a augmenté de 16 % pour s'établir à 6.600 tonnes en 1980. On prévoit qu'elle augmentera de 21 % pour atteindre 8.000 tonnes en 1981. Le rendement moyen par hectare, qui a fléchi de 1.054 kilos de thé séché en 1977 à 865 kilos en 1979, s'est accru de 5 % en 1980 et l'on projette qu'il atteindra 1 tonne en 1981. L'un des facteurs à l'origine de cette évolution est que la plupart des plantations ont démarré en 1977 et ne sont entrées en pleine production qu'en 1980 et 1981. (La période de gestation est d'environ trois ans entre la plantation des thésiers et le commencement de la récolte.) Les prix à la production pour les exploitants individuels - les plantations de l'Etat emploient des salariés - sont passés en 1980 de 59 à 67,5 FR le kilo de thé séché.

Tableau 6. Rwanda : thé, production et rendement, 1977-81

	<u>Volume</u>		<u>Superficie (Hectares)</u>	<u>Rendement moyen (Kilos de thé sec à l'hectare)</u>
	<u>Feuilles vertes (Tonnes)</u>	<u>Feuilles séchées</u>		
1977	23.659	5.356	5.084	1.054
1978	24.324	5.342	5.934	900
1979	25.714	5.696	6.585	865
1980	30.441	6.627	7.316	906
1981 1/	38.400	8.000	8.000	1.000

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

La capacité de traitement a été sensiblement élargie pendant les deux dernières années. Trois usines d'une capacité annuelle totale de 3.600 tonnes ont été achevées en 1979-81 avec l'aide financière de la Banque africaine de développement, du Fonds koweïtien pour le développement économique en Afrique et du Fonds européen de développement. La capacité de deux autres grandes usines de traitement (MULINDI et PFUNDA) est en voie d'expansion. La capacité totale apparaît aujourd'hui suffisante pour le traitement de l'ensemble de la production.

Le thé du Rwanda est vendu aux enchères sur le marché de Londres mais les ventes à d'autres pays, comme le Soudan, sont en augmentation. Les prix à l'exportation, qui ont fluctué entre 170 FR le kilo et 155 FR en 1978 et 1979, sont en baisse depuis la fin de 1980 (Tableau III de l'Annexe). Sur le marché de Londres, le thé du Rwanda bénéficie toujours de prix relativement élevés par rapport aux prix offerts aux pays voisins, exception faite du Kenya. Le thé reste exonéré de droits à l'exportation et de droits fiscaux jusqu'à ce que le programme d'expansion et de vulgarisation entrepris par OCIR-Thé soit achevé en 1985. Cette exonération a pour objectif de permettre à OCIR-Thé d'encourager l'expansion de la culture du thé.

3) Autres cultures d'exportation

Les autres principales cultures d'exportation du Rwanda sont le pyrèthre, le quinquina, les fruits et légumes frais (Tableau 7). Après un fléchissement substantiel en 1978-79, la production de pyrèthre a repris en 1980, augmentant de plus d'un tiers pour atteindre 1.110 tonnes. Les prix à la production relativement bas et des problèmes de gestion sont principalement à l'origine de la tendance à la baisse. En 1979, l'Office du pyrèthre du Rwanda (OPYRWA) a été créé et a remplacé l'ancienne Association coopérative des producteurs de pyrèthre (ASPY) et USINEX, qui était responsable du traitement du pyrèthre. En septembre 1980, le prix à la production des fleurs cueillies a été porté de 12 à 15 FR le kilo. Ces mesures, conjuguées aux efforts destinés à promouvoir l'utilisation des engrais, visent à stimuler la production. La production de 1981 se situera, d'après les estimations, autour de 1.000 tonnes. La production de quinquina, qui a diminué de 22 % en 1979, stagne autour de 550 tonnes par an depuis, en raison de maladies affectant les plantes ainsi que d'une conjoncture mondiale et de prix à la production défavorables. Ces derniers ont été réduits en novembre 1979 de 180 FR à 150 FR le kilo. La construction d'une usine d'extraction est à l'étude; le projet qui doit être réalisé par une entreprise française - ISOICHEM - et serait cofinancé par la CCCE, produira environ 50 tonnes de sulfate de quinquina lorsqu'il sera achevé en 1982. Le volume des fruits et légumes frais exportés, qui est passé de 1.220 tonnes en 1978 à 428 tonnes en 1979, continue de stagner autour de 400 tonnes par an en raison surtout de l'augmentation du fret aérien. Le projet consistant à déshydrater les fruits et légumes destinés à l'exportation ne s'est pas matérialisé.

Tableau 7. Rwanda : production des autres principales cultures
d'exportation, 1977-81
(Tonnes)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Pyrèthre (fleurs séchées)	1.136	943	831	1.110	953
Quinquina	616	695	544	565	558
Fruits et légumes frais	1.084	1.220	428	386	393

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

2/ Projections.

3. Elevage et pêche

Le cheptel national est évalué à quelque 1,9 million de têtes (Tableau 8). Le nombre de têtes de bétail s'est accru modestement depuis 1976, en raison surtout de la politique des autorités consistant à remplacer le gros bétail par des animaux plus petits afin de dégager davantage de terres pour la culture et de réduire la demande pesant sur les pâturages existants. Il en est résulté, ces dernières années, un accroissement important du nombre de caprins et d'ovins. En général, la production de lait et de viande est insuffisante. La production annuelle de viande est estimée à 23.000 tonnes, soit l'équivalent de 4 kilos par habitant. La politique du gouvernement à cet égard est d'encourager l'intégration de la culture et de l'élevage de sélection et de créer des centres d'élevage modernes qui bénéficieront de services vétérinaires adéquats.

La pêche n'est toujours pas très développée au Rwanda et elle demeure basée sur des méthodes artisanales. Un important projet de développement de la pêche est entrepris sur le lac Kivu avec l'assistance du PNUD et son coût s'élèvera à quelque 100 millions de FR. Le projet vise à développer la pêche sur le lac en dispensant une formation et une assistance technique aux pêcheurs en les regroupant dans des coopératives. L'un de ses objectifs consiste également à évaluer les stocks biologiques du lac et à développer des espèces plus productives. D'autres projets identiques sont également mis en oeuvre dans les lacs de l'est du pays.

Tableau 8. Rwanda : estimations du cheptel, 1976-80

(Milliers de têtes)

	1976	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Bovins	638	629	647	631	634
Caprins	682	736	775	824	885
Ovins	248	257	267	279	295
Porcins	71	83	99	114	120
Volailles	786	848	912	1.049	1.051
Lapins	114	127	135	145	134

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

4. Industries extractives

Le secteur minier du Rwanda constitue une source importante de recettes en devises, représentant en moyenne 20 % du total des recettes d'exportation. Les minerais sont la cassitérite, de loin le plus important, le wolfram, le béryl et la colombo-tantalite. Une très faible quantité d'or est extraite et exportée. L'exploitation et l'exportation des minerais sont entreprises quasi exclusivement par la Société minière du Rwanda (SOMIRWA) dans laquelle l'Etat détient une participation de 49 %. Toutefois, l'extraction est également pratiquée par des artisans qui travaillent soit sous contrat, et on leur fournit du matériel et une assistance technique, soit indépendamment, et ils vendent leur production à la SOMIRWA. Un prix à la production pour les artisans indépendants est fixé par un décret du Ministère de l'économie tandis que pour les autres artisans le prix est fixé par contrat conclu avec la SOMIRWA. En 1979, la production des artisans représentait 40 et 12 % du total de la production de cassitérite et de wolfram, respectivement.

Tableau 9. Rwanda : production de minerais destinés à l'exportation, 1977-81

(Tonnes)

	1977	1978	1979	1980	1981 <u>1/</u>
Cassitérite	2.239	2.138	1.910	2.069	2.316
Wolfram	836	714	723	679	795
Béryl	68	80	86	64	60
Colombo-tantalite	64	54	47	60	69
Or (kilos) <u>2/</u>	64	35	15	29	26

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

2/ Ces données ne se rapportent qu'aux achats de la SOMIRWA.

La production de cassitérite a diminué pendant la période 1977-79 à la suite surtout du retard apporté au renouvellement du matériel d'extraction existant, en grande partie obsolète. Toutefois, la production a repris en 1980 pour s'établir à 2.070 tonnes et elle devrait s'accroître de 12 % en 1981 (Tableau 9). Ce résultat est dû principalement à de meilleurs travaux préparatoires et aux efforts déployés pour développer la production des artisans indépendants. La production des autres minerais a stagné bien que l'on prévoie une expansion de 18 % de celle du wolfram, qui atteindrait ainsi 795 tonnes. Le secteur minier du Rwanda a traversé de graves difficultés en ce qui concerne l'évacuation de ses minerais exportés. Pendant le second semestre de 1980, ces difficultés ont été aggravées par l'encombrement du port de Dar es Salaam qui a provoqué une accumulation de stocks importants de minerais. Un autre facteur est l'augmentation des coûts à la production due en partie aux relèvements des barèmes de traitements et salaires accordés en septembre 1980. En outre, la fermeture de la fonderie belge qui traitait la cassitérite du Rwanda a obligé les pouvoirs publics à conclure un nouvel accord avec une société hollandaise, à un coût supérieur, dans l'attente de l'achèvement d'une nouvelle fonderie au Rwanda. En même temps, la SOMIRWA a dû faire face à une baisse des cours mondiaux de ces deux dernières années. Les prix à l'exportation de la cassitérite sont passés de 7.000 livres sterling la tonne en 1979 à 6.700 livres sterling en 1980 et ils devraient se situer en moyenne à 5.900 livres

sterling la tonne en 1981, soit un recul de 16 % pendant la période. De même, les cours du wolfram ont été en baisse. En outre, les exportations de la SOMIRWA, dont un pourcentage important est libellé en francs belges, ont subi le contrecoup de l'appréciation récente du dollar E.U., qui sert de monnaie de référence au franc rwandais.

Pendant la période 1977-81 le principal effort d'investissement a porté sur la construction de la fonderie d'étain qui est pratiquement achevée et commencera à fonctionner dans le courant de l'année. La fonderie aura une capacité de 15 tonnes par jour, soit 4.500 tonnes par an, et sera donc suffisante pour couvrir la production totale. Pour le prochain plan quinquennal, les pouvoirs publics se sont fixé comme objectif d'accroître la production minière fin 1986 de 43 % pour la cassitérite et de 28 % pour le wolfram, en modernisant la production industrielle de la SOMIRWA et en encourageant les activités extractives artisanales. Un programme d'investissement quinquennal de 5 milliards de FR doit être lancé en deux phases par la SOMIRWA. La première phase (1,5 milliard de FR) sera financée en quasi-totalité par l'intermédiaire de l'Accord de Lomé II (1,2 milliard de FR) à des conditions libérales. La seconde phase (3,5 milliards de FR) sera financée par des emprunts d'autres sources, qui viendront s'ajouter aux prêts de la Banque européenne d'investissement dans le cadre de l'Accord de Lomé II. En outre, des efforts continueront d'être consacrés à la recherche et aux études géologiques afin d'accroître la production minière. Un effort de prospection systématique a été entrepris avec l'aide du PNUD. La France, le Canada et la Suisse participent également à des programmes de prospection qui visent à déterminer le potentiel global du pays.

5. Secteur manufacturier

La production de bière et de boissons gazeuses constitue la principale industrie du Rwanda. On compte parmi les autres petites industries une raffinerie de sucre et des usines de fabrication de chaussures, de peinture et de couvertures. La fonderie d'étain de la SOMIRWA, qui doit être achevée fin 1981, sera le seul élément "industrie lourde" du pays. La valeur ajoutée du secteur manufacturier, qui représentait 15 % du PIB en 1980, a progressé à un taux annuel de 18 % pendant la période 1977-80 et devrait augmenter de 11 % en 1981. La moitié de la valeur ajoutée du secteur manufacturier provient de la production de bière à partir des bananes, et du sorgho par des méthodes artisanales. Toutefois, la production de bière par des méthodes de brassage moderne a progressé à un taux moyen de 22 % en volume pendant la période 1976-78 (Tableau IV de l'Annexe). En 1979, la production a fléchi de 16 % du fait de pénuries de matières premières et de pièces détachées qui ont suivi la fermeture de la frontière ougandaise, mais elle a repris en 1980 et a progressé de 31 % pour s'établir à 70 millions de bouteilles.

La politique de développement industriel du gouvernement n'a pas été modifiée au cours des deux dernières années. La priorité est toujours accordée aux industries utilisant des matières premières locales, aux projets à forte intensité de main-d'oeuvre et aux industries de remplacement des importations. Les investissements étrangers ainsi que les investissements privés nationaux sont encouragés et la participation de l'Etat est limitée aux industries qui sont considérées comme essentielles ou de caractère stratégique. Afin d'encourager les investissements industriels du secteur privé, le gouvernement est en train de créer une nouvelle zone industrielle couvrant quelque 400 hectares où le terrain et l'infrastructure disponibles devraient contribuer à attirer les investisseurs. En outre, le Fonds de garantie qui a été créé pour aider les petites entreprises industrielles à obtenir des crédits d'investissement devrait commencer à fonctionner en 1981. Parmi les principaux projets industriels à l'étude, on peut citer une cimenterie d'une capacité annuelle totale de 50.000 tonnes qui sera financée par la Chine, une nouvelle brasserie à Kigali, d'un coût total de 2,7 milliards de FR, devant être construite en coopération avec la compagnie belge Société Artois, et une usine de traitement du pyrèthre d'un coût de 700 millions de FR.

Le développement du secteur manufacturier reste freiné par le volume modeste du marché et le faible niveau des revenus, ainsi que par les problèmes de transport qui majorent les coûts de production. L'insuffisance de l'infrastructure a été un obstacle à l'expansion du secteur manufacturier qui est à présent incapable de satisfaire la demande intérieure. Le prochain plan quinquennal portera surtout sur la promotion des agro-industries et le traitement d'autres matières premières locales et sur l'amélioration de l'infrastructure. On agira dans le sens d'une coopération et d'une coordination subrégionales de la planification industrielle dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

6. Energie

Le Rwanda couvre la majeure partie de ses besoins en énergie à partir du bois et de l'électricité. Le bois de combustion est la principale source d'énergie utilisée aux fins domestiques (cuisine et chauffage) et il est également utilisé dans certaines industries (usines de traitement du thé). L'électricité, obtenue surtout de centrales hydro-électriques, satisfait un pourcentage appréciable du total des besoins en énergie du pays.

La consommation totale d'électricité s'est élevée à 67 millions de KWh en 1980, dont 50 % ont été obtenus des centrales hydro-électriques et thermiques locales et le reste importé du Zaïre. Electrogaz, l'entreprise qui a le monopole de la production et de la distribution de l'électricité, n'avait que 3.300 consommateurs privés en 1980. Toutefois, la demande totale de l'industrie et des ménages, qui s'est accrue de 11 % en 1980, devrait maintenir ce rythme de croissance au cours des cinq prochaines années. La politique du gouvernement dans ce domaine vise à développer la production locale d'électricité et également d'autres sources d'énergie

afin d'aider à couvrir l'expansion de la demande et à réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole et d'électricité. Parmi les nouveaux projets en cours, on compte deux centrales hydro-électriques nationales devant être achevées fin 1981 avec une capacité de 12 MW et une deuxième centrale hydro-électrique sur la rivière Rusizi (Rusizi II), en coopération avec le Burundi et le Zaïre, d'une capacité totale de 40 MW. La construction de cette dernière centrale devrait commencer en 1982 et s'achever en 1985. Un autre projet hydro-électrique sur la rivière Akagera devant être construit conjointement avec la Tanzanie et le Burundi est actuellement à l'étude. En ce qui concerne les autres sources d'énergie, l'importante réserve de méthane du lac Kivu est la plus prometteuse. Les gisements de gaz sont évalués à environ 60 milliards de mètres cubes et pourraient être utilisés pour produire du méthanol et des engrais. Un projet destiné à mettre en valeur ces ressources est à l'étude en coopération avec le Zaïre et exigerait des investissements importants ainsi qu'une aide financière extérieure substantielle. Des efforts sont également entrepris pour exploiter d'autres sources d'énergie tels que la tourbe, l'énergie solaire, le biogaz et l'énergie géothermique. La Belgique, l'Allemagne et la Suisse fournissent une aide financière et technique au Rwanda dans ce domaine. En outre, des efforts de reboisement sont entrepris avec l'aide financière de la BIRD, afin de fournir un approvisionnement en bois suffisant à moyen terme.

Le Rwanda continue d'importer du pétrole raffiné pour couvrir ses besoins. Environ 46.000 tonnes de produits pétroliers raffinés sont importés du Kenya. La consommation de produits pétroliers, qui s'était accrue à un rythme de 8 % par an depuis 1977, reste relativement modeste. Afin de promouvoir les économies d'énergie, le gouvernement a eu pour politique de répercuter en totalité les augmentations des cours mondiaux sur le consommateur. Toutefois, afin de modérer l'incidence de la hausse des prix sur les coûts des transports et le niveau général des prix, les importations de produits pétroliers bénéficient de droits de douane préférentiels et il n'existe pas de taxe sur l'essence.

II. Planification du développement

On ne dispose d'aucune statistique générale et détaillée sur la mise en oeuvre globale, le volume et la ventilation sectorielle des investissements ainsi que sur la part du secteur privé dans l'investissement total prévu au deuxième Plan quinquennal de développement 1977-81. L'évaluation préliminaire effectuée par le Ministère du plan ne porte que sur l'exécution des principaux projets de développement au cours des trois premières années (1977-79). Toutefois, compte tenu d'autres indicateurs disponibles, on estime que la croissance économique réelle pendant la période du plan (1977-81) s'élèvera en moyenne à environ 5 % par an contre un objectif projeté de 5,9 %. Il semblerait également que les progrès accomplis jusqu'à présent dans la réalisation de certains des principaux objectifs sectoriels du plan n'ont pas été pleinement satisfaisants. Bien qu'il y ait eu des améliorations en matière de techniques

et de services de vulgarisation agricoles, l'expansion de la production des cultures vivrières, qui doit permettre de couvrir les besoins de la population et figure au premier rang dans l'ordre des priorités du plan, a été lente et inégale. S'agissant de l'objectif qui consiste à augmenter le nombre des emplois et d'améliorer l'utilisation des ressources humaines, peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine en raison surtout du faible taux d'exécution de projets dans le secteur manufacturier. Les efforts visant à accroître l'offre de main-d'oeuvre qualifiée n'ont guère été couronnés de succès et la pénurie de personnel qualifié reste l'une des principales contraintes freinant le développement économique. La réforme de l'enseignement adoptée en septembre 1979 et qui vise à accroître l'offre de techniciens de niveau intermédiaire, dont le pays a grand besoin, en est à son premier stade. Toutefois, les progrès accomplis pour réaliser l'objectif du plan consistant à améliorer la position extérieure du pays grâce à la diversification et à l'accroissement des exportations, notamment de café et de thé, sont plus satisfaisants.

On dispose maintenant des statistiques relatives aux investissements et au financement du secteur public pendant la période 1977-79 bien qu'il n'existe aucun renseignement détaillé sur leur ventilation sectorielle. Toutefois, on ne dispose d'aucun renseignement sur les investissements du secteur privé qui, initialement, étaient évalués à 22 % du total des investissements projetés. Ainsi qu'il ressort du Tableau 10, l'investissement public total aux prix courants s'est élevé à 42,4 milliards de FR pendant la période 1977-79. Aux prix constants de 1976, ceci représente un montant de 34 milliards de FR contre les 42 milliards de FR prévus au plan pour la période quinquennale complète 1977-81. Sur ce total, 83 % ont été financés par des ressources extérieures et 17 % par le budget. La mobilisation de ressources extérieures a souffert de faiblesses dans les domaines de l'identification, de la préparation et de l'exécution des projets. Il en a résulté des retards relativement longs dans la mise en oeuvre des projets et l'on a constaté de faibles taux d'exécution pour certains projets importants. Une grande partie de l'aide financière extérieure obtenue pendant la période 1977-79 s'est concentrée sur le secteur tertiaire (64 %) - essentiellement infrastructure et enseignement - tandis que le secteur primaire ne recevait que 26 % et le secteur secondaire 10 %.

Le nouveau plan quinquennal (1982-86) en est aux premiers stades de sa préparation et l'on ne dispose d'aucun renseignement détaillé sur le taux de croissance projeté et le volume global de l'investissement. Les autorités ont toutefois indiqué que les priorités resteront probablement les mêmes que dans le cadre du plan actuel, l'accent continuant d'être mis sur la nécessité de parvenir à l'autonomie de la production alimentaire et sur la création d'emplois. A cet égard, la création récente d'un Office national de la population devrait contribuer à accentuer la prise de conscience générale des conséquences de l'accroissement démographique. Les politiques axées sur l'offre continueront d'accorder la priorité au développement du secteur agricole en insistant davantage sur l'augmentation de la productivité et sur l'amélioration de la capacité d'absorption, et encourageront le secteur manufacturier en favorisant le traitement local des matières premières intérieures. Une action plus soutenue sera également

Tableau 10. Rwanda financement du programme public de développement
dans le cadre du Plan 1977-81 pour la période 1977-79

(Millions de francs rwandais; pourcentage)

	1977		1978		1979		Total 1977-79	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Financement total	12.112,5	100,0	12.000,5	100,0	18.314,0	100,0	42.427,0	100,0
Intérieur	1.909,1	15,8	1.558,2	13,0	3.537,3	19,3	7.004,6	16,5
Budget de développement	(1.491,0)	(12,3)	(1.241,0)	(10,3)	(2.626,5)	(14,3)	(5.358,5)	(12,6)
Budget ordinaire	(418,1)	(3,5)	(317,2)	(2,7)	(910,8)	(5,0)	(1.646,1)	(3,9)
Extérieur	10.203,4	84,2	10.442,3	87,0	14.776,7	80,7	35.422,4	83,5
Destiné au :								
secteur primaire	(2.750,5)		(2.579,6)		(3.826,5)		(9.156,6)	
secteur secondaire	(613,2)		(1.343,2)		(1.632,3)		(3.588,7)	
secteur tertiaire	(6.839,7)		(6.519,5)		(9.317,9)		(22.677,1)	

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

entreprise pour améliorer les transports intérieurs et extérieurs et faciliter ainsi le commerce local et international. L'accent sera mis en outre sur la diversification des exportations du pays, notamment par le développement du secteur minier. Un programme d'investissement de 5 milliards de FR doit être lancé par la SOMIRWA et devrait se traduire par une augmentation de 47 % de la production de cassitérite d'ici 1986.

Bien que l'on ne dispose actuellement d'aucun renseignement précis sur les différentes sources possibles de financement, il apparaît que le Rwanda continuera de recourir fortement à l'aide extérieure pour financer son programme de développement. Afin d'accroître la capacité du pays à mobiliser et à absorber l'aide extérieure et d'améliorer la coordination et le contrôle de cette dernière, les autorités envisagent de recourir à une aide technique accrue émanant d'organismes tels que le PNUD et la BIRD.

III. Prix, salaires et emploi

1. Prix

Il existe au Rwanda deux indices des prix à la consommation : l'indice général des prix à la consommation, qui comprend les produits importés, et l'indice des prix des produits locaux. Ces deux indices ne reflètent que l'évolution des prix à Kigali. Aucun indice des prix industriels n'est disponible. La plupart des prix à la consommation sont réglementés et les marges bénéficiaires maximums autorisées de 15 % pour le commerce de gros et de 25 % pour le commerce de détail sont fixées à la fois pour les produits importés et pour ceux d'origine locale. On calcule le prix réglementé en ajoutant les frais de transport et les marges bénéficiaires autorisées au coût de production dans le cas des produits fabriqués localement, et au prix d'importation f.o.b. pour les produits importés. Par conséquent, les prix réglementés ne diffèrent dans l'ensemble du pays que par des marges reflétant la prise en compte des frais de transport.

Les variations de prix au Rwanda sont surtout influencées par d'importantes fluctuations saisonnières du prix des denrées alimentaires locales et par les perturbations fréquentes que connaissent les voies d'approvisionnement extérieures. Après s'être accru à un taux annuel moyen de 11,3 % pendant la période 1976-78, l'indice général des prix a augmenté de 15,8 % en 1979 en raison des pénuries provoquées par la fermeture des voies d'approvisionnement extérieures ainsi que par une mauvaise récolte de cultures vivrières pendant le premier semestre (Tableau 11). L'indice des prix à la consommation des produits locaux a augmenté de 17,7 % sur une base annuelle moyenne. En 1980, en raison des meilleurs résultats du secteur agricole et de l'atténuation des difficultés de transport, l'inflation, mesurée par l'indice général des prix à la consommation, s'est modérée pour se situer à 7,2 %. Les denrées alimentaires et les vêtements, qui représentent plus de 50 % du total des coefficients de pondération, ont enregistré les hausses les plus faibles. Les combustibles, les produits pharmaceutiques et les articles

Tableau 11. Rwanda : mouvements de l'indice général des prix à la consommation 1976-81

(Variation en pourcentage du prix moyen annuel)

	Coefficients de pondération	1976	1977	1978	1979	1980	1981 mars 1
Alimentation	0,4765	-0,7	12,4	9,3	14,3	4,9	4,0
Habillement	0,1003	10,6	13,5	18,3	7,3	5,6	6,6
Combustibles, médicaments et articles ménagers	0,1083	5,2	18,0	16,5	26,3	-1,0	20,7
Logement	0,2001	30,5	20,2	15,2	19,8	11,9	9,6
Transports	0,0719	4,0	19,7	12,1	9,6	16,2	7,3
Divers	0,0429	4,2	6,9	9,7	16,2	23,9	10,8
Indice général	<u>1,0000</u>	<u>6,7</u>	<u>14,7</u>	<u>12,5</u>	<u>15,8</u>	<u>7,2</u>	<u>8,1</u>

Source : Tableau V de l'annexe.

1/ Augmentation par rapport à la même période de l'année précédente.

ménagers, qui ont augmenté de 26,3 % en 1979, ont diminué d'environ 1 %. Toutefois, les indices afférents au logement et aux transports ont progressé de 12 et 16 % respectivement.

Il est probable qu'en 1981 l'évolution des prix sera identique à celle de 1980. Pendant le premier trimestre de 1981, pour lequel on dispose de statistiques, l'indice général de prix à la consommation a augmenté de 8,1 % par rapport à la période comparable de 1980. Pendant le premier trimestre de 1981, les prix de la plupart des denrées alimentaires produites localement ont sensiblement diminué, du fait de l'expansion de la production.

Pour freiner la hausse des prix à la consommation, les autorités continuent de s'appuyer sur le contrôle des prix sous forme de marges bénéficiaires maximums et de prix fixes pour la plupart des denrées alimentaires produites localement. Toutefois, le nombre réduit des inspecteurs des prix (un par préfecture) ne permet pas un contrôle efficace. Une unité motorisée doit être créée pour essayer d'améliorer le système de contrôle. Les autorités

s'efforcent également d'accroître la capacité d'emmagasiner existante afin d'améliorer l'approvisionnement des régions aux prises avec une pénurie de produits alimentaires. A cette fin, l'entreprise publique - Grenier national du Rwanda (GRENARWA) - qui est responsable de la régularisation de la distribution des haricots, des patates douces et du sorgho devrait accroître sa capacité de stockage en construisant de nouveaux silos. En outre, plusieurs entreprises d'Etat ont été créées pour suppléer au réseau de distribution du secteur privé. L'Office national pour le développement et la commercialisation des produits vivriers et de la production animale (OPROVIA) est chargé de la commercialisation des denrées et des produits animaux d'origine locale. Une autre entreprise d'Etat, TRAFIPRO, est surtout responsable de la distribution de produits importés. Exception faite de ces entreprises publiques, la distribution reste en grande partie entre les mains du secteur privé et il n'existe aucun monopole de la distribution des produits importés ou locaux.

2. Salaires

Les salaires ont été augmentés à deux reprises pendant la période 1978-80. La première augmentation est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1978 et a été limitée au secteur public. Elle s'est élevée en moyenne à 16 %, la plus importante (20 %) étant accordée aux échelons les plus bas. En même temps, les entreprises du secteur privé ont également été invitées à accorder des augmentations de salaires lorsque leur situation financière le leur permettait. Le salaire minimum garanti est resté inchangé à 60 FR par jour depuis août 1974.

Une deuxième augmentation générale a été accordée aux employés du secteur public avec effet au 1^{er} septembre 1980. En outre, les échelles du salaire minimum pour les différentes catégories de salariés du secteur privé ont également été relevées. Le taux du salaire minimum a été porté de 60 à 100 FR par jour. Les hausses de traitements dans le secteur public se sont situées entre 25 % pour les échelons les plus bas et 10 % pour les échelons les plus élevés, les augmentations allant de 20 à 15 % pour les échelons intermédiaires. Comme dans le secteur public, les hausses de salaires ont aussi été modulées en faveur des catégories à faible revenu. En général, les salaires en vigueur dans le secteur privé et dans la plupart des entreprises publiques sont supérieurs aux minimums établis et sont aussi généralement supérieurs aux traitements des fonctionnaires.

3. Emploi

La population active totale était évaluée en 1977 à environ 2,3 millions de personnes, dont 265.000 étaient des salariés. On ne dispose pas de renseignements complets sur l'évolution de la main-d'oeuvre ou sur sa ventilation sectorielle. Il semble que les pressions croissantes s'exerçant sur les ressources en terre arable jointes à la croissance rapide de la population en âge de travailler aient aggravé la situation de l'emploi rural et se soient traduites par un accroissement de l'émigration rurale vers les villes. En conséquence, la population et le chômage urbains ont augmenté assez rapidement. Il semble que les progrès dans le sens d'une atténuation de certains de ces problèmes aient été lents dans le cadre de l'actuel plan de développement, dont l'un des principaux objectifs était la création de 40.000 emplois pour la fin de 1981.

L'emploi dans le secteur public s'est accru rapidement ces dernières années du fait de la politique des autorités consistant à garantir pratiquement un emploi à tous les diplômés de l'enseignement secondaire. Toutefois, à compter de 1981, le gouvernement a renforcé le système de contrôle du recrutement.

Pour contribuer à améliorer la situation de l'emploi et accroître l'offre de main-d'oeuvre qualifiée, le gouvernement a mis en oeuvre une réforme de l'enseignement en septembre 1979. Cette réforme comprend la prolongation de l'enseignement primaire de 6 à 8 ans et la création d'un système d'écoles professionnelles pour les élèves qui ne s'orientent pas vers le secondaire. La réforme devrait améliorer l'adaptation de l'enseignement aux besoins de l'agriculture et fournir à l'économie des techniciens de niveau intermédiaire.

IV. Finances publiques

1. Structure du secteur public et système budgétaire

Le secteur public du Rwanda comprend l'administration publique centrale, des organismes publics et des collectivités locales (143 communes). Il comprend également plusieurs entreprises publiques et para-publiques qui jouent un rôle important dans l'économie. Ce chapitre est consacré essentiellement aux finances de l'administration publique centrale, à savoir principalement les opérations budgétaires. L'insuffisance des statistiques n'a pas permis de consolider les opérations des autres organismes avec celles de l'administration centrale. Les collectivités locales tiennent leurs recettes de la contribution personnelle minimum, de l'impôt sur le bétail et de droits fonciers ainsi que de taxes sur les services; elles reçoivent également certaines subventions budgétaires; on ne dispose d'aucune statistique détaillée sur leurs opérations financières mais il semble que ces dernières années elles aient enregistré des déficits de trésorerie et accumulé des arriérés de paiement.

L'exercice financier correspond à l'année civile. Les recettes et les dépenses sont enregistrées sur la base des encaissements-décaissements. L'autorisation et le règlement effectif des dotations budgétaires sont du ressort du Ministère des finances bien que l'initiative des dépenses provienne de chaque ministère dépensier. Gestionnaires et agents comptables sont délégués auprès des divers ministères dépensiers, provinces et ambassades pour contrôler l'exécution des budgets. Aucun engagement de dépense ne peut être pris après le 15 décembre (système de la gestion). Les crédits budgétaires inutilisés ainsi que les engagements de dépenses qui ne sont pas effectivement réglés le 31 décembre sont annulés. Le budget est présenté en deux sections : 1) un budget ordinaire et 2) un budget de développement. Ce dernier ne couvre que les dépenses financées à partir des ressources intérieures, y compris les contributions du Rwanda aux projets financés par des prêts extérieurs. Exception faite des excédents provenant du budget ordinaire, les ressources du budget de développement comprennent les transferts des bénéfices de la Banque nationale du Rwanda (BNR) et des Magasins généraux du Rwanda (MAGERWA). Les dépenses de

développement financées par les prêts extérieurs ne sont pas incluses dans le budget. D'après les renseignements disponibles, ces dépenses sont d'un volume appréciable.

Les encaisses de l'administration publique centrale sont déposées auprès de la BNR, qui est également le "trésorier payeur général" en ce qui concerne les opérations budgétaires.

2. Situation budgétaire globale 1978-80

La situation budgétaire a continué de se redresser pendant la période 1978-80 en raison surtout d'une conjoncture mondiale favorable pour le café. Par rapport au PIB, les recettes sont passées de 10,8 % en 1978 à 12,5 % en 1979 et les droits d'exportation sur le café, de 1,8 à 3,9 % respectivement (Tableaux 12 et 13 et Tableau VIII de l'Annexe). Malgré le fléchissement des recettes fiscales dû aux résultats médiocres des exportations de café en 1980, les recettes budgétaires sont restées au niveau de 12 % du PIB, en raison surtout d'une augmentation des recettes non fiscales. Les dépenses budgétaires se sont accrues régulièrement, passant de l'équivalent de 9,9 % du PIB en 1978 à 11,4 % en 1980 (Tableaux IX, X et XV de l'Annexe). Toutefois, les dépenses étant restées inférieures aux recettes totales pendant la période 1978-80, les opérations du Trésor se sont soldées pendant toutes ces années par des excédents globaux substantiels (1,3 % du PIB en 1980). L'Etat a également emprunté quelque 1,5 million de FR au secteur non bancaire et a donc pu ainsi améliorer sa position vis-à-vis du système bancaire de quelque 2,7 milliards de FR pendant cette période de trois ans.

Les statistiques provisoires indiquent que les résultats budgétaires ont été satisfaisants en 1980. Les recettes totales ont augmenté de 8,2 % par rapport à 1979, atteignant 13,2 % milliards de FR et les dépenses totales se sont élevées à 12,6 milliards de FR, soit 24,2 % de plus qu'en 1979. Les recettes fiscales sont restées pratiquement inchangées, les droits d'exportation sur le café ayant fortement diminué (48 %) en raison de la conjoncture défavorable sur le marché mondial. Un doublement des recettes non fiscales a cependant plus que compensé le recul des recettes fiscales. Les dépenses totales ont augmenté fortement, en raison surtout de la progression des dépenses ordinaires. Les augmentations de dépenses au titre des traitements et des salaires, du matériel et de l'équipement et des déplacements officiels ont été les principaux facteurs de cette expansion. Les dépenses de développement se sont élevées à 2,1 milliards de FR contre 1,5 milliard de FR l'année précédente. Les principales catégories de dépenses de développement en 1980 ont été l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Cette expansion rapide des dépenses publiques s'est traduite par une réduction de l'excédent budgétaire de plus des deux tiers. Toutefois, grâce au large excédent des comptes spéciaux du Trésor, l'excédent global du Trésor est passé à 1,4 milliard de FR, soit environ 1 % du PIB.

Tableau 12. Rwanda : situation financière de l'Etat, 1978-81

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 Budge
I. Recettes budgétaires	8.771,4	12.221,7	13.259,3	13.569,3
Recettes fiscales	7.888,2	11.298,1	11.379,0	11.357,0
Dont : droits d'exportation sur le café	(1.460,9)	(3.862,0)	(2.006,8)	(1.000,0)
Recettes non fiscales	883,2	923,6	1.880,3	2.211,3
II. Dépenses budgétaires et prêts nets	8.042,4	10.170,5	12.631,0	16.315,0
Dépenses ordinaires	6.966,6	8.649,5	10.467,8	13.127,0
Dépenses de développement	1.032,1	1.474,0	2.113,2	2.968,0
Prêts nets	43,7	47,0	50,0	220,0
III. Excédent ou déficit (-) budgétaire (I-II)	729,0	2.051,2	628,3	-2.746,0
IV. Comptes spéciaux du Trésor	-711,4	-894,2	800,0	600,0
Dont : subventions au Fonds d'égalisation du café	(-450,0)	(-680,0)	(--)	(--)
V. Excédent ou déficit (-) global du Trésor (III+IV)	17,6	1.157,0	1.428,3	-2.146,0
VI. Financement (=V)	-17,6	-1.157,0	-1.428,3	2.146,0
1. Financement intérieur	136,7	-1.119,2	-1.130,6	2.897,0
1.1 Système bancaire	477,6	-314,7	-2.238,7	2.286,0
Banque nationale du Rwanda <u>2/</u>	597,9	-324,7	-2.095,7	1.886,0
Banques créatrices de monnaie	-120,3	10,0	-143,0	400,0
Bons du Trésor (net)	(--)	(--)	(--)	(--)
Obligations de développement (net)	(-120,3)	(10,0)	(-143,0)	(400,0)
1.2 Emprunts non bancaires	345,0	501,0	631,4	662,0
Bons du Trésor (net)	--	400,0	-266,6	--
Obligations de développement (net)	345,0	101,0	898,0	662,0
1.3 Encaisses monétaires (augmentations -)	-362,0	-759,9	-100,0	--
1.4 Divers	-323,9 <u>3/</u>	-545,6	576,7	--
2. Financement extérieur	-154,3	-37,8	-297,7	-751,0
Amortissement <u>4/</u>	-154,3	-37,8	-297,7	-751,0

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fo

1/ Chiffres provisoires.

2/ Ne tient compte que des mouvements nets des avances de la Banque nationale du Rwanda et des dépôts du Trésor à la Banque nationale du Rwanda.

3/ Y compris le remboursement d'une avance de 100 millions de francs rwandais à la Caisse sociale du Rwanda.

4/ Les tirages effectués sur des prêts étrangers ne passent pas par le budget; toutefois, le service de la dette extérieure est compris dans le budget.

Tableau 13. Rwanda : situation des finances publiques par rapport au PIB, 1978-81

(Pourcentage du PIB)

	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Recettes budgétaires	<u>10,8</u>	<u>12,5</u>	<u>12,0</u>	<u>10,8</u>
Recettes fiscales	<u>9,7</u>	<u>11,6</u>	<u>10,3</u>	<u>9,1</u>
Dont . droits d'exportation sur le café	(1,8)	(3,9)	(1,8)	(0,8)
Recettes non fiscales	1,1	0,9	1,7	1,7
Dépenses budgétaires	<u>9,9</u>	<u>10,4</u>	<u>11,4</u>	<u>13,0</u>
Dépenses ordinaires	<u>8,6</u>	<u>8,9</u>	<u>9,5</u>	<u>10,6</u>
Dépenses de développement	1,3	1,5	1,9	2,4
Excédent global du Trésor <u>3/</u>	<u>0,02</u>	<u>1,2</u>	<u>1,3</u>	<u>--</u>
Déficit global du Trésor <u>3/</u>	<u>=</u>	<u>=</u>	<u>=</u>	<u>1,7</u>
Encours de la dette intérieure	<u>2,5</u>	<u>2,6</u>	<u>2,7</u>	<u>3,3</u>

Sources Tableaux 2 et 12.

1/ Données provisoires.

2/ Projections.

3/ L'excédent ou le déficit global du Trésor n'est pas égal à la différence entre les recettes et les dépenses budgétaires parce que l'excédent ou le déficit consolidé des comptes spéciaux du Trésor ne figure pas dans ce tableau (voir Tableau 12).

Cet excédent, ainsi qu'un montant de 0,6 million de FR au titre de l'emprunt intérieur net, a permis au gouvernement d'assurer le service de la dette extérieure pour un montant de 0,3 milliard de FR et d'accroître encore ses dépôts auprès de la BNR de quelque 2,1 milliards de FR. Dans le courant de l'année les autorités ont limité à 0,5 million de FR les encaisses que tout agent financier de l'Etat est autorisé à détenir, ce qui a réduit l'excédent des encaisses au niveau du Trésor de 0,76 milliard de FR en 1979 à 0,1 milliard de FR en 1980.

3. Le budget 1981

Il est prévu au budget, tel qu'il a été adopté, un déficit de 2,7 milliards de FR en 1981; cette dégradation résulte d'une quasi-stagnation des recettes conjuguée à une augmentation toujours rapide des dépenses. Sur la base des estimations budgétaires, les recettes totales n'augmenteront que de 2,3 %, tandis que les dépenses progresseront de 29,2 % par rapport aux résultats effectifs provisoires de 1980. Par rapport au PIB les recettes totales de 1981 diminueront pour se situer à 10,8 % tandis que les dépenses augmenteront pour atteindre 13 % (Tableau 13). Le fléchissement des recettes fiscales est dû à une nouvelle chute prévue des droits d'exportation du café, qui passeraient de 2 milliards de FR en 1980 à 1 milliard de FR en 1981. D'après les projections les droits d'importation n'augmenteraient que de 4 %, en raison de la stagnation attendue des importations provoquée en partie par l'appréciation du franc rwandais; un pourcentage substantiel des importations provient de zones autres que la zone dollar, essentiellement de la Communauté européenne. Le tarif douanier est en voie de révision et les efforts de modernisation de l'administration des douanes se poursuivront. D'après les estimations, les taxes sur les marchandises augmenteront de 20,1 %. Une patente sera introduite cette année; toutefois, elle pourra être déduite de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sans possibilité de remboursement. Les droits perçus sur les boissons alcoolisées ont été transférés aux communes à compter de 1981. Les impôts sur les revenus et les bénéfices ne devraient augmenter que de 10 %, des inspecteurs des impôts actuellement en cours de formation pour la vérification des comptes devant être chargés de cette vérification vers la fin de l'année. Certaines modifications des taux de l'impôt sur le revenu ont également été adoptées et seront appliquées aux revenus perçus en 1981. Les impôts fonciers atteindront 190 millions de FR grâce à l'enquête générale sur les biens immobiliers. Les recettes non fiscales devraient s'élever à 2,2 milliards de FR, du fait de l'augmentation des transferts de bénéfices émanant de la BNR et de la révision de certains droits administratifs.

En ce qui concerne les dépenses, la budget prévoit une augmentation des dépenses ordinaires de 25,4 %, qui se situeraient à 13,1 milliards de FR. Sur la base d'une classification économique, les traitements et salaires continueront d'être la catégorie la plus importante, bien qu'en diminution, passant de 45,9 % du total des dépenses ordinaires en 1980 à 39,1 % en 1981 (Tableau IX de l'Annexe). Ce recul du pourcentage des dépenses de personnel reflète la forte augmentation des crédits budgétaires au titre des fournitures,

des subventions et des transferts et, éventuellement, des erreurs de classement. Le contrôle du recrutement a été de nouveau renforcé, le budget fixant les limites aux effectifs que chaque ministère est autorisé à recruter. Il est également possible qu'une enquête complète sur l'ensemble de la fonction publique achevée avant la préparation du budget 1981 ait contribué à éviter des demandes de crédit excessives. Le Ministère de la fonction publique continuera d'exercer son contrôle sur tous les employés des secteurs public et parapublic, y compris leur recrutement et leur transfert entre ministères. Aucun relèvement général des salaires n'est envisagé pour 1981. Les dépenses de matériel et de fournitures augmenteront de 66,7 % pour s'établir à 3,3 milliards de francs rwandais en raison de l'augmentation des achats d'équipement et de matériel d'entretien destinés surtout aux routes et à l'infrastructure. Les crédits destinés aux déplacements officiels seront strictement contrôlés à un niveau réduit à 0,5 milliard de franc rwandais contre 0,7 milliard de franc rwandais en 1980. Les transferts et les subventions vont plus que doubler et se chiffreront à 1,7 milliard de FR, du fait des subventions à OVIBAR, à ONATRACOM et à Papeterie Rwanda ainsi que de la participation de l'Etat à un certain nombre d'entreprises parapubliques. La gestion financière des entreprises publiques sera améliorée sur la base d'une étude récente conduite en collaboration avec le Fonds européen de développement. On prévoit un quasi-doublement des paiements d'intérêts au titre de la dette publique, qui s'élèveront à 0,46 milliard de FR. Sur la base d'un classement fonctionnel, on prévoit au budget une augmentation des dépenses ordinaires de l'enseignement de 30,9 % (qui se chiffreront à 3,3 milliards de francs rwandais) soit 15,3 % des dépenses ordinaires totales (Tableau X de l'Annexe). Cette situation résulte surtout de la création d'un nouveau ministère responsable de l'enseignement secondaire, prévue dans le cadre du programme de la réforme scolaire. Les services publics généraux recevront 3,7 milliards de FR, soit une augmentation de 37 % par rapport à 1980, en grande partie du fait de la création d'une nouvelle assemblée législative. Les dépenses ordinaires destinées à l'agriculture et à l'élevage augmenteront également de 36,9 % pour s'établir à 0,75 milliard de FR. Les services de la santé publique recevront 0,86 milliard de FR contre 0,65 milliard de FR en 1980. Les dépenses de développement augmenteront de 40,5 % pour atteindre 3 milliards de FR; la plupart des dépenses sont destinées à l'enseignement, l'agriculture, l'élevage et la pêche et à l'administration.

Le total des dépenses publiques devant se chiffrer, selon les projections, à 16,3 milliards de FR, le budget 1981 devrait donc se solder par un déficit de 2,7 milliards de FR, dont 0,6 milliard de FR seront compensés par les excédents des comptes spéciaux du Trésor. Le déficit global de 2,1 milliards de FR ainsi qu'un amortissement de la dette extérieure de 0,75 milliard de FR seront financés surtout par des tirages sur les dépôts du Trésor se chiffrant à quelque 1,9 milliard de FR et par les emprunts intérieurs nets, d'un total de 1,06 milliard de FR.

4. Résultats en matière de recettes

Pendant la période de trois ans 1978-80, les recettes budgétaires totales ont progressé à un taux annuel de 16,5 % tandis que les recettes fiscales augmentaient à un taux légèrement inférieur (13,3 %) (Tableau XII de l'Annexe). La pression fiscale, c'est-à-dire le rapport entre les recettes fiscales et le PIB, a fluctué aux alentours de 10 %, chiffre qui se compare défavorablement avec ceux de pays se trouvant dans des situations identiques sur le continent 1/. La base des recettes du Rwanda est fortement tributaire de l'imposition du commerce extérieur, notamment des exportations de café. De ce fait les recettes budgétaires sont soumises à des fluctuations d'une année à l'autre. L'amplitude de ces fluctuations pourrait être réduite par un renforcement de l'administration fiscale, notamment par une amélioration du contrôle de la vérification dans les domaines de l'imposition des revenus, des biens fonciers et des importations. Les efforts de modernisation de l'administration fiscale ont été accélérés grâce à l'assistance technique extérieure et à la formation de nationaux.

Les droits d'importation ont été la catégorie de recettes la plus importante en 1978 et 1980, représentant environ un tiers des recettes totales. En 1978-80, les droits d'importation ont augmenté en moyenne de 21,2 % par an, du fait de la croissance continue des importations pendant la période. Divers encouragements d'ordre fiscal accordés en fonction de cas d'espèce, notamment pour les importations de biens d'équipement, de véhicules et de biens intermédiaires par les entreprises tant privées que publiques, semblent avoir influé sur la croissance des droits à l'importation. La baisse des recettes provenant de ces exonérations fiscales n'a pas pu être quantifiée. Le taux effectif des droits d'importation (c'est-à-dire le rapport des droits d'importation recouverts dans les importations totales c.a.f.) a toutefois fluctué autour de 17 % pendant la période.

Les droits d'exportation, qui se composent principalement des droits d'exportation sur le café, ont fluctué fortement du fait des variations des volumes et des prix des exportations de café. Avec l'accroissement en volume des exportations de café en 1979, les droits d'exportation sur le café ont atteint 3,9 milliards de FR et sont ainsi devenus la première catégorie de recettes, représentant 31,6 % des recettes budgétaires de l'année. Les recettes d'exportation du café ayant fortement diminué, les droits d'exportation perçus sur ce produit sont passés à 2 milliards de FR en 1980, soit 15,4 % des recettes totales. Les droits d'exportation prélevés sur les produits autres que le café, essentiellement les minerais,

1/ Pour une brève description du système fiscal voir SM/80/190 annexe I, page 61 "Exposé sommaire du régime fiscal".

ont fluctué autour de 0,15 milliard de FR en raison de la faiblesse des bases imposables fixées administrativement, qui n'ont pas été mises à jour pour concorder avec les prix réels à l'exportation.

Les impôts sur le revenu et les bénéfices ont représenté 20 % des recettes totales pendant la période 1978-80. Une intensification des efforts de recouvrement des arriérés fiscaux en 1978 et 1979 s'est traduite par des augmentations substantielles de cette catégorie d'impôts qui se sont situées respectivement à 33 et 32 %.

Les taxes sur les marchandises, qui se composent essentiellement de la taxe de consommation sur la bière, les boissons non alcoolisées et les cigarettes, ont augmenté d'une moyenne annuelle de 31,7 % de 1978 à 1980. L'augmentation la plus importante a été enregistrée en 1980 en raison de l'élimination des arrêts fréquents de production dus à des pannes mécaniques, notamment en 1979.

Les impôts fonciers ont plus que doublé en 1978, les taux sur les biens immobiliers et les véhicules ayant été majorés. Ils ont toutefois, pratiquement stagné en 1979 et 1980, du fait de difficultés administratives.

Les recettes non fiscales comprennent diverses redevances administratives, les péages et les transferts des bénéfices d'entreprises publiques, essentiellement la BNR. Ils ont quasiment doublé entre 1978 et 1980 et leur part dans les recettes totales est passée de 10,1 % à 14,1 %.

5. Evolution des dépenses

Durant la période 1978-80 les dépenses budgétaires ont augmenté régulièrement à un taux annuel moyen de 20,3 % (Tableau XII de l'Annexe). Les dépenses ordinaires ont continué de représenter la catégorie la plus importante, bien que leur part relative ait diminué, passant de 87,1 % en 1978 à 81,8 % en 1980. L'amélioration des contrôles budgétaires a évité les dépassements de dépenses, sauf dans le cas de la défense nationale.

Sur la base d'un classement économique, les traitements et salaires, qui se sont accrus à un taux annuel moyen de 14,7 %, représentaient 38 % des dépenses totales en 1980. Cette croissance a reflété en partie les relèvements de salaires accordées en 1980 mais surtout l'expansion continue des effectifs de la fonction publique. Les dépenses de matériels et de fournitures ont représenté la seconde catégorie de dépenses par ordre d'importance, et ont augmenté à un taux moyen de 16,2 %. Les subventions et autres transferts (y compris les bourses d'enseignement) n'ont augmenté que modestement pendant la période. Les déplacements officiels ont plus que doublé en 1980 en raison de la hausse des coûts du carburant.

Sur la base d'un classement fonctionnel, les statistiques relatives aux dépenses ordinaires ne sont pas toujours comparables en raison des modifications des responsabilités ministérielles et de la difficulté qu'elles entraînent au niveau du maintien de la cohérence des données d'une année à l'autre. Dans l'ensemble, les services publics généraux ont continué de représenter la catégorie la plus importante de dépenses ordinaires, suivis par l'enseignement, la défense nationale, les services économiques et les services de santé publique. Les dépenses ordinaires agricoles financées directement par le budget n'ont augmenté que lentement. Les dépenses ordinaires relatives aux travaux publics ont plus que doublé pendant la période 1978-80, en raison d'une augmentation des besoins d'entretien. Les dépenses de développement financées par le budget ont doublé de 1978 à 1980, surtout en ce qui concerne l'agriculture, l'élevage et la pêche, les équipements éducatifs et les services ruraux. Les dépenses budgétaires de développement ayant représenté essentiellement les contreparties locales des projets financés par l'aide extérieure, l'avancement des projets a été affecté par divers goulots d'étranglement qui se sont traduits par une sous-utilisation des crédits budgétaires.

6. Dettes intérieure

Il existe deux catégories d'instruments de la dette intérieure : les bons du Trésor et les obligations de développement. Les échéances à l'émission des bons du Trésor vont de 6 à 12 mois et ils rapportent entre 6,25 et 6,75 % d'intérêt. Il n'existe aucun marché secondaire pour les bons du Trésor mais ils peuvent être réescomptés par la BNR dans le mois qui précède l'échéance. Aucune souscription n'a eu lieu en 1978 mais en 1979, 400 millions de FR de bons du Trésor ont été souscrits par la Caisse sociale du Rwanda (Tableau XIII de l'Annexe). Fin 1980, l'encours des bons du Trésor s'élevait à 186,4 millions de FR, le budget prévoyait leur remboursement en 1981. Les obligations de développement sont assorties d'échéances originelles de deux ans ou plus et d'un intérêt de 7,5 %. Il n'existe aucun marché secondaire pour des obligations de développement mais ils peuvent également être réescomptés à la BNR dans les 90 jours qui précèdent leur échéance. Il existe deux grandes catégories de détenteurs, le secteur bancaire et le secteur non bancaire, notamment la Caisse sociale du Rwanda.

Pendant la période 1979-80 l'encours des obligations de développement est passé de 1.960,1 millions de FR à 2.826,1 millions de FR, dont 1.689,0 millions de FR étaient détenus par la Caisse sociale du Rwanda. Le gouvernement entend rembourser 394 millions en 1981 et émettre de nouvelles obligations de développement pour un montant de 1.642 millions de FR, portant ainsi l'encours à 4.074,1 millions de FR. Le montant total d'intérêts versés au titre de la dette intérieure était de 69,1 millions de FR en 1978, de 89,4 millions de FR en 1979 et de 94,3 millions de FR en 1980 et l'on estime qu'il s'élèvera à 178 millions de FR en 1981. L'encours total de la dette intérieure est passé de 2.013,1 millions de FR en 1978 à 3.012,5 millions de FR en 1980, soit 2,7 % du PIB. D'après les estimations, il représenterait 3,3 % du PIB projeté en 1981.

V. Monnaie et crédit

Les principales institutions financières du Rwanda sont la Banque nationale du Rwanda (BNR), deux banques commerciales, la Banque de développement, la Caisse d'épargne, les Comptes chèques postaux, et un réseau de banques coopératives appelées Banques populaires. Il existe en outre une caisse hypothécaire qui a commencé ses opérations en 1975, mais ce sont les banques commerciales qui restent la principale source des crédits hypothécaires de l'économie. Les comptes de la Caisse sociale du Rwanda ne sont pas inclus dans le système bancaire mais ses dépôts et avances avec le système bancaire sont consolidés avec les comptes de l'Etat. Les instruments de la politique du crédit dont dispose la BNR comprennent les plafonds sur les crédits bancaires, les coefficients de liquidité, les coefficients avoirs à moyen terme sur engagements, les facilités de réescompte et approbation préalable obligatoire de la BNR pour certains types de crédits (voir SM/80/190 pour détails). La BNR est le principal banquier de l'Etat bien que certains comptes d'une nature provisoire soient maintenues auprès des deux banques commerciales.

1. Evolution globale de la monnaie et du crédit

L'évolution monétaire en 1980 a suivi dans l'ensemble celle des années antérieures, l'augmentation des avoirs extérieurs nets étant partiellement compensée par un redressement de la position créditrice nette de l'Etat vis-à-vis du système bancaire (Tableau 14 et Tableau XIV de l'Annexe). Les créances sur le secteur privé ont continué d'être caractérisées par d'importantes fluctuations saisonnières du montant du crédit lié à la production de café, bien que le crédit qui n'est pas lié à ce secteur (y compris des organismes publics) ait augmenté assez rapidement dans le courant de l'année.

La croissance de la masse monétaire s'est ralentie de 26 % en 1979 à 8 % en 1980. Cette dernière année, les avoirs extérieurs nets ont augmenté plus modérément tandis que le crédit intérieur ne progressait que de 12 %, l'expansion de 43 % des créances sur le secteur privé étant partiellement compensée par le redressement important de la position créditrice nette de l'Etat auprès du système bancaire. Toutefois, la masse monétaire moyenne a augmenté de 11 % (Tableau 15) en 1980 mais elle s'est stabilisée à environ 13 % du PIB nominal. La croissance des avoirs extérieurs nets a continué d'être le facteur dominant de l'expansion de la masse monétaire, représentant 9 % de cette dernière contre environ 3 % pour le crédit intérieur. La quasi-monnaie, qui représentait quelque 17 % du total de la masse monétaire à la fin du troisième trimestre de 1979, a augmenté pour atteindre 20 % fin 1979 et une moyenne de 21 % en 1980. Cette augmentation a pu provenir en partie des relèvements des taux sur les dépôts intervenus en novembre 1979.

Tableau 14. Rwanda : situation monétaire, 1977-81 1/

(Millions de francs rwandais; fin d'exercice)

	1977	1978	1979	1980	1981	
					Mars 2/	Déc. 3/
voirs extérieurs nets	<u>6.632</u>	<u>7.028</u>	<u>13.503</u>	<u>14.737</u>	<u>14.152</u>	<u>13.607</u>
rédit intérieur	<u>4.752</u>	<u>5.157</u>	<u>3.091</u>	<u>3.464</u>	<u>2.384</u>	<u>6.213</u>
Créances su. l'Etat (net)	362	23	-1.472	-3.051	-3.904	-1.851
Créances sur le secteur privé	4.390	5.134	4.563	6.515	6.493	8.064
Crédit-café	(2.257)	(2.158)	(1.331)	(2.193)	(1.647)	(...)
Autres crédits 4/	(2.133)	(2.976)	(3.232)	(4.322)	(4.846)	(...)
ctif = Passif	<u>11.384</u>	<u>12.185</u>	<u>16.594</u>	<u>18.201</u>	<u>16.536</u>	<u>19.820</u>
monnaie	<u>8.070</u>	<u>8.983</u>	<u>11.232</u>	<u>12.009</u>	<u>11.211</u>)
quasi-monnaie	<u>2.103</u>	<u>2.240</u>	<u>2.881</u>	<u>3.200</u>	<u>2.325</u>) <u>17.720</u>
autres postes (net)	<u>1.211</u>	<u>962</u>	<u>2.481</u>	<u>2.992</u>	<u>2.087</u>	<u>2.100</u>

Source : Tableau XIV de l'annexe.

1/ Comptes consolidés de la Banque nationale, des banques créatrices de monnaie, des Caisses d'épargne, des Comptes de chèques postaux et des Banques populaires.

2/ Estimations.

3/ Projections.

4/ Comprennent les créances sur les organismes officiels.

Tableau 15. Rwanda : facteurs influant sur les variations de la masse monétaire 1977-81 1/

(Pourcentage)

	1977	1978	1979	1980	1981 <u>2/</u>
Croissance de la masse monétaire <u>3/</u>	26,4	10,3	25,8	7,8	16,5
Avoirs extérieurs nets	<u>30,0</u>	<u>3,9</u>	<u>57,7</u>	<u>8,7</u>	<u>-7,4</u>
Crédit intérieur	<u>4,9</u>	<u>4,0</u>	<u>-18,4</u>	<u>2,6</u>	<u>18,1</u>
Créances sur l'Etat (net)	-15,4	-3,3	-13,3	-11,2	7,9
Créances sur le secteur privé	20,3	7,3	-5,1	13,8	10,2
Crédit-café	(16,6)	(-1,0)	(-7,4)	(6,1)	(...)
Divers <u>4/</u>	(3,8)	(8,3)	(2,3)	(7,7)	(...)
Autres postes (net)	<u>-4,4</u>	<u>2,4</u>	<u>-13,5</u>	<u>-3,6</u>	<u>5,9</u>
<u>Pour mémoire</u> :					
Masse monétaire moyenne <u>3/</u> <u>5/</u> (millions de francs rwandais)	9.251	10.932	13.052	14.484	16.902
Croissance de la masse monétaire moyenne (pourcentage)	25,9	18,2	19,4	11,0	16,7
Rapport masse monétaire moyenne/ PIB nominal (pourcentage)	12,9	13,5	13,3	13,1	13,5

Sources : Tableaux I et XIV de l'annexe et estimations des services du Fonds.

1/ Les variations sont exprimées en pourcentage de la masse monétaire à la fin de l'année précédente.

2/ Projections provisoires.

3/ Monnaie plus quasi-monnaie.

4/ Y compris les créances sur les organismes publics en dehors des administrations publiques.

5/ Moyenne annuelle des données de fin de trimestre.

En 1980, les augmentations rapides du crédit au secteur du café et du crédit aux autres secteurs ont contribué à l'expansion des créances sur le secteur privé. Le crédit au secteur du café s'est accru de 65 % du fait de l'accumulation d'un important volume de stocks (9.000 tonnes). Cette situation est attribuable aux perturbations qui ont affecté l'expédition du café à cause des troubles en Ouganda, et également à l'imposition de contingents sous les auspices de l'Accord international sur le café. Le crédit aux autres secteurs que le café consenti au secteur privé s'est accru de 34 %, en raison de l'existence de stocks exceptionnellement importants de produits importés qui n'ont pas pu être réexportés du fait du niveau réduit d'échanges frontaliers à la suite du renforcement des contrôles par les pays voisins.

A la différence de ces dernières années, l'expansion du crédit intérieur en 1981 devrait être le principal facteur contribuant à l'augmentation de la masse monétaire au sens large. Le crédit intérieur total devrait augmenter de 79 %, le déficit budgétaire anticipé devant probablement se traduire par un tirage substantiel sur les dépôts de l'Etat auprès du système bancaire; il est également projeté que l'encours du crédit au secteur du café en fin d'année augmentera du fait de la conjoncture médiocre sur le marché d'exportation. Par conséquent, malgré le fléchissement des avoirs extérieurs nets résultant du déficit projeté de la balance des paiements, une croissance de 16 % de la masse monétaire au sens large est prévue.

2. Institutions de crédit spécialisées

Récemment, le développement de la Caisse d'épargne a été facilité par un rythme d'augmentation plus rapide des plafonds sur son crédit par rapport à ceux imposés aux banques commerciales. Depuis la fin de septembre 1979, les dépôts à vue ont diminué régulièrement. Cette tendance semble refléter surtout un transfert en faveur des dépôts à terme et d'épargne après l'introduction d'une réglementation exigeant qu'un certain intérêt minimum soit perçu sur les dépôts effectués auprès de la caisse avant qu'un client ne soit admis à obtenir du crédit. Comme il apparaît au Tableau XVII de l'Annexe, l'expansion des opérations de crédit de la Caisse d'épargne s'est poursuivie en 1980. Les dépôts privés auprès de la caisse ont continué d'augmenter, mais plus modérément, le relèvement des taux sur les dépôts en novembre 1979 ayant peut-être attiré une épargne marginale. Les créances sur le secteur privé se sont accrues de 29 % contre 17 % en 1979.

Les banques populaires se spécialisent dans la mobilisation de l'épargne en milieu rural et, malgré leur petite taille, elles se sont rapidement développées ces dernières années. Le total des dépôts d'épargne a augmenté de 24 % en 1980 pour s'établir à 444 millions de FR, contre des augmentations de 53 % en 1979 et de 75 % en 1978 (Tableau XVIII de l'Annexe). Le crédit à court et moyen termes au secteur privé s'est accru fortement, passant de 78 millions de FR en 1979 à 138 millions de FR en 1980. Cette tendance s'est poursuivie pendant le premier trimestre de 1981, période

au cours de laquelle le crédit à long terme s'est également accru. L'augmentation du volume des opérations de crédit effectuées par ces banques reflète également une expansion dans de nouveaux domaines; la proximité des banques de leurs clients a également contribué à la croissance de leurs opérations de crédit, notamment pour les projets agricoles et artisanaux. Le recul du crédit consenti aux autres banques au cours des troisième et quatrième trimestres de 1980 a été dû à la liquidation partielle des bons d'épargne détenus auprès de l'une des deux banques commerciales. Néanmoins, les banques populaires continuant de détenir un pourcentage significatif de leur avoir sous forme de dépôts auprès d'autres banques afin de bénéficier des taux d'intérêt plus élevés qu'elles offrent.

Un état récapitulatif des comptes de la Banque de développement est présenté au Tableau XIX de l'Annexe. L'expansion de la banque s'est poursuivie rapidement, son crédit au secteur privé représentant plus de 78 % du total des avoirs fin 1980 et 82 % fin mars 1981. En 1980, pour la première fois, la banque a consenti un crédit aux collectivités locales (communes) avec la garantie de l'Etat; ce prêt est porté dans les comptes de la banque comme une créance sur l'Etat. Ces avances aux communes ont augmenté pour s'établir à 8 millions de FR en mars 1981. Le crédit de la BNR à la Banque de développement a augmenté de 60 millions de FR pendant le premier trimestre de 1981; ces capitaux ont été mis à la disposition de la banque pour le financement de projets économiques, y compris une usine d'extraction du quinquina devant être cofinancée par la Banque de développement. En novembre 1980, le capital souscrit de la Banque de développement a été relevé de 416 millions de FR à 1 milliard de FR. Le gouvernement continue d'être le principal actionnaire avec 46 %, ce qui, avec les parts détenues par la Caisse de sécurité sociale et de l'OCIR (tous deux des organismes publics), représente 55 % du capital souscrit. Les autres principaux actionnaires sont la Caisse centrale de coopération économique (10 %), l'AGCD (gouvernement belge) (6 %) et la SONARWA (5 %). Les 24 % restant sont répartis entre des particuliers et des sociétés privées étrangères et nationales.

En créant en 1975 la Caisse hypothécaire du Rwanda, les pouvoirs publics avaient l'intention de confier peu à peu à cette institution la responsabilité de tout le crédit immobilier; or la Caisse continue de se heurter à des difficultés de gestion. La plupart de ses avoirs - essentiellement son capital - sont détenus sous forme de dépôts auprès d'autres institutions financières et l'encours des hypothèques est resté relativement modeste, se situant autour de 10 millions de FR. La plupart des prêts hypothécaires sont encore accordés par les banques de dépôt.

3. Ventilation sectorielle du crédit

La ventilation sectorielle du crédit par activité économique est restée pratiquement inchangée depuis 1979, si ce n'est que diverses catégories ont été redéfinies. Ce reclassement s'est traduit par des modifications importantes uniquement pour les catégories construction

et agriculture. L'évolution de la ventilation du crédit au cours de la période récente est présentée au Tableau XX de l'Annexe. L'essentiel du crédit est toujours représenté par le commerce, qui comprend le financement des exportations avec 43 % du crédit total en 1980 contre 23 % en 1979. La chute prononcée en 1979 et la reprise ultérieure en 1980 reflètent les fluctuations importantes du crédit au secteur du café. Le crédit agricole, qui s'était accru fortement en 1979 pour représenter 6 % du crédit total, a diminué de plus des deux tiers pour ne plus se situer qu'à moins de 2 % en 1980. La réduction du crédit agricole reflète le remboursement de quelques prêts importants notamment à OCIR-Thé. C'est le secteur de la construction qui a enregistré l'augmentation la plus importante, passant de 41 millions de FR en 1979 à 529 millions de FR en 1980. Cette expansion est due au reclassement de certains prêts antérieurs. Le crédit à l'industrie s'est accru de façon appréciable, passant de 557 millions de FR en 1979 à 783 millions de FR, soit une augmentation de 40 %, et se situe à la deuxième place par ordre d'importance après le commerce. En même temps, les crédits aux industries extractives et aux transports ont diminué tant en valeur relative qu'en valeur absolue.

La part des banques commerciales dans le crédit total accordé par les institutions financières, qui s'était repliée en 1979 à 51 %, a augmenté pour atteindre 58 % en 1980. Cette progression reflète, dans une large mesure, la forte expansion de l'encours du crédit au secteur du café à la fin de 1980. Le crédit accordé par la BNR a diminué pour atteindre quelque 20 % du crédit total en 1980 contre 24 % en 1979. Dans une certaine mesure, l'encours du crédit consenti par la BNR s'est stabilisé autour de 1,8 milliard de FR depuis 1978 en raison du renforcement continu de la position de l'Etat; bien que celui-ci reste un emprunteur important, il n'a pas contracté de nouveaux prêts auprès de la BNR. La Caisse d'épargne, les banques populaires et la Banque de développement, dont le pourcentage global a diminué légèrement de 26 % en 1979 à 23 % en 1980, ont augmenté l'encours de leur crédit de 21 % à plus de 2,2 milliards de FR.

4. Taux d'intérêt

Après une majoration substantielle en novembre 1979, la structure des taux d'intérêt est restée inchangée en 1980 (Tableau XXI de l'Annexe). Des taux de pénalisation, de 2 % pendant les premiers jours du défaut de paiement et de 4 % pour les retards supérieurs à 15 jours sur les prêts contractés auprès des banques de dépôt qui ne sont pas remboursés à l'échéance, ont été adoptées en 1980. Le taux maximum sur les dépôts à terme continue de se situer à 7 % pour les dépôts d'un an et à 8-9,5 % pour les dépôts d'épargne de plus longue durée. Le taux prêteur maximum pour les investissements approuvés par la BNR et de 11 %, et de 14 % pour les avances en compte courant allant jusqu'à un an. Le taux prêteur minimum est de 13 % pour les échéances allant jusqu'à cinq ans et de 13,5 % pour les échéances de plus longue durée.

VI. Secteur extérieur

1. Evolution générale de la balance des paiements

La position de la balance des paiements s'est considérablement affaiblie en 1980, évolution due presque entièrement à la dégradation sensible de la balance commerciale, le redressement des paiements nets au titre des services étant compensé par la baisse des transferts nets sans contrepartie, tandis que les entrées nettes de capitaux ont plus que quadruplé. Il y a eu une variation considérable de la balance commerciale qui est passée d'un excédent de 34 millions de DTS en 1979 à un déficit de 54 millions de DTS en 1980 (Tableau 16 et Tableau XXII de l'Annexe). Les recettes d'exportations ont baissé de 35 % en raison surtout d'un repli de 44 % du volume du café exporté tandis que les importations augmentaient de 27 %. Le prix moyen obtenu à l'exportation a diminué de 11 % en monnaie locale (environ 12 % en DTS) tandis que le volume des exportations était inférieur de 21 % à son niveau de 1979 (Tableau XXIII de l'Annexe). Par contre, les prix des importations ont augmenté de 17 % en monnaie locale (environ 16 % en DTS) tandis que le volume progressait modestement de 5 %. Par conséquent, les termes de l'échange, qui s'étaient améliorés de 14 % en 1979, se sont dégradés d'environ 24 % en 1980. Les paiements nets au titre des services ont diminué d'environ 15 % pour s'établir à 84 millions de DTS du fait d'une diminution des paiements au titre du fret et de l'assurance, un plus grand pourcentage du trafic étant pris en charge par les compagnies de transport locales, et aussi du fait d'une amélioration significative des revenus des investissements, qui sont devenus positifs (environ 4 millions de DTS) grâce aux intérêts provenant du placement des réserves officielles. Les transferts nets sans contrepartie ont diminué pour s'établir à 87 millions de DTS et de ce fait le solde des transactions courantes est passé d'un excédent de 36 millions de DTS à un déficit d'environ 51 millions de DTS, soit 6 % du PIB. Toutefois, les entrées de capitaux se sont fortement accrues pour atteindre 62 millions de DTS. Un facteur important à cet égard a été que les entrées de capitaux liées à un projet financé par la République populaire de Chine n'ont eu lieu qu'après l'achèvement du projet. Ainsi, les capitaux officiels nets à long terme ont augmenté, passant de 14 millions de DTS en 1979 à 24 millions de DTS en 1980. En outre, les mouvements des capitaux à court terme ont enregistré une forte variation, attribuable en grande partie à la liquidation de l'encours du crédit au secteur du café. En conséquence, la balance globale des paiements ne s'est soldée en 1980 que par un excédent de 10 millions de DTS contre un excédent de 54 millions de DTS en 1979. Les réserves extérieures officielles brutes ont atteint 146 millions de DTS fin 1980, soit l'équivalent d'à peu près 8 mois des importations (c.a.f.) prévues pour 1981.

D'après les projections, la dégradation de la position extérieure devrait se poursuivre en 1981. Les prix mondiaux du café devraient rester déprimés tandis que le volume des exportations de café devrait se situer à des niveaux considérablement inférieurs à la moyenne de la

Tableau 16. Rwanda : état récapitulatif de la balance des paiements, 1977-81

	1977	1978	1979	1980	1981 Projections
(Millions de DTS)					
Exportations f.o.b.	108,3	89,2	157,0	102,6	98,6
Dont : café	(61,2)	(39,0)	(106,9)	(48,1)	(51,1)
Importations f.o.b.	-87,6	-115,8	-123,4	-157,0	-166,2
Dont : pétrole	(...)	(-11,2)	(-14,8)	(-22,0)	(-23,1)
Balance commerciale	<u>20,7</u>	<u>-26,6</u>	<u>33,6</u>	<u>-54,4</u>	<u>-67,6</u>
Services (net)	-57,9	-84,4	-98,6	-83,8	-102,8
Dont : fret et assurance	(-21,0)	(-46,2)	(-47,8)	(-41,2)	(-47,1)
Transferts sans contrepartie (net)	55,5	74,6	101,3	86,8	112,7
Transferts publics	57,6	75,2	96,7	87,3	112,4
Transferts privés	-2,1	-0,6	4,6	-0,7	0,3
Balance des transactions courantes	<u>18,3</u>	<u>-36,4</u>	<u>36,3</u>	<u>-51,4</u>	<u>-57,7</u>
Capitaux (net)	6,8	40,2	14,4	61,7	47,1
Investissements directs	4,2	3,7	9,7	13,1	15,1
Publics à long terme <u>1/</u>	23,5	15,2	13,6	24,2	15,2
Privés à long terme	-0,4	--	0,1	1,3	1,8
Court terme	-20,5	21,3	-9,0	23,1	15,0
Allocations de DTS	--	--	2,4	2,4	2,4
Erreurs et omissions	-5,4	-4,1	0,9	-2,5	--
Balance globale	<u>19,7</u>	<u>-0,3</u>	<u>54,0</u>	<u>10,2</u>	<u>-8,2</u>
Pour mémoire :	(Pourcentage du PIB)				
Exportations f.o.b.	16,4	13,6	19,3	11,2	8,8
Dont : café	(9,3)	(5,9)	(13,1)	(5,3)	(4,6)
Importations f.o.b.	13,3	17,6	15,1	17,2	14,9
Balance commerciale	<u>3,1</u>	<u>-4,0</u>	<u>4,1</u>	<u>-6,0</u>	<u>-6,1</u>
Transferts (net)	8,4	11,4	12,4	9,5	10,1
Balance des transactions courantes	<u>2,8</u>	<u>-5,5</u>	<u>4,4</u>	<u>-5,6</u>	<u>-5,2</u>

Sources : Tableaux I et XXII de l'annexe.

1/ Y compris les prêts du Fonds fiduciaire.

période 1978-80. En même temps, les autres principaux produits d'exportation (thé, cassitérite et wolfram) devraient probablement soit stagner, soit diminuer. Par conséquent, les recettes d'exportations devraient continuer de diminuer en 1981 pour se situer à 99 millions de DTS (Tableau 16). Eu égard au niveau exceptionnellement élevé des stocks de produits importés fin 1980 et du fléchissement attendu du niveau des réexportations dans le cadre du commerce frontalier, les paiements au titre des importations ne devraient s'accroître, selon les projections, que de 6 % en 1981, ce qui implique une réduction de 5 % en volume. Néanmoins, le déficit commercial devrait se creuser pour atteindre 68 millions de DTS. Les paiements nets au titre des services et les transferts nets sans contrepartie devant augmenter de 23 % et de 30 % respectivement, le déficit des transactions courantes ne devrait pas dépasser 5 % environ du PIB, soit 58 millions de DTS. Par conséquent, bien que l'on escompte le maintien des entrées nettes de capitaux à un niveau élevé, il est prévu pour 1981 un changement de la situation de la balance globale des paiements qui devrait se solder par un déficit de 8 millions de DTS.

2. Commerce extérieur

a. Exportations

L'évolution récente des exportations est récapitulée au Tableau XXIV de l'Annexe. Le café reste de loin la source la plus importante de recettes en devises. Néanmoins, du fait de la forte baisse du volume des exportations, la part du café dans les recettes d'exportations totales est tombée de 68 % en 1979 à 47 %. Le volume total de café exporté en 1980 a été d'environ 22.000 tonnes, les stocks se situant en fin d'année autour de 9.000 tonnes. Le niveau exceptionnellement élevé des stocks reflète surtout les perturbations fréquentes affectant les voies d'approvisionnement traversant les pays voisins et le contingent imposé par l'Accord international sur le café, qui était de 21.600 tonnes pour la période octobre 1980-septembre 1981. La persistance de troubles politiques dans la région s'est traduite par un volume substantiel d'échanges frontaliers en ce qui concerne le café. En 1980, les importations de café en provenance de pays voisins sont évaluées à 11.800 tonnes (9.400 tonnes de robusta et 2.400 tonnes d'arabica). Le prix moyen obtenu sur le café (f.o.b. Mombasa) en 1980 était de 1,53 dollar E.U. la livre, soit de 4 % inférieur à la moyenne de 1979. Compte tenu de l'augmentation prévue de la production, du niveau des stocks fin 1980 et du volume anticipé des importations frontalières, on estime que 38.000 tonnes de café seront disponibles à l'exportation en 1981. L'Accord international sur le café prévoit un contingent effectif pour le Rwanda en 1980/81 (y compris l'allocation spéciale de 7.200 tonnes) de 28.000 tonnes. Toutefois, d'après les projections, le volume des exportations de café n'atteindrait que 25.500 tonnes pour l'année civile 1981 en raison des difficultés continues de transport à travers l'Ouganda. Il est prévu pour 1981 une baisse d'environ 28 %, à 1,10 dollar E.U. la livre, du prix unitaire moyen obtenu sur les exportations de café. En conséquence, malgré une augmentation du volume attendu de 16 %, les recettes d'exportation du café diminueront de quelque 1 % pour s'établir à 5,7 milliards de FR, c'est-à-dire environ 51 millions de DTS.

Le volume des exportations de thé a fortement augmenté en 1980 (46 %) pour atteindre 7.047 tonnes. Ce niveau record reflète une expansion de la production de feuilles séchées de plus de 16 %, une capacité de traitement nettement accrue des usines de thé et la solution du problème d'emballage qui avait provoqué une chute des exportations de 14 % en 1979. Toutefois, le prix moyen obtenu à l'exportation pour le thé a diminué de 22 % pour s'établir à 0,76 dollar E.U. la livre en 1980, contre un prix mondial moyen de 1,01 dollar E.U. la livre. La qualité inférieure du thé due à un stockage prolongé provoqué par les difficultés de transport est la raison majeure de cette différence considérable pour les prix à l'exportation. Néanmoins, les recettes des exportations de thé ont augmenté de 12 % pour représenter près de 9 % du total des recettes d'exportations en 1980 contre 5 % en 1979. On s'attend que le volume des exportations de thé restera en 1981 autour de 7.000 tonnes mais, en raison de la conjoncture mondiale défavorable, le prix moyen obtenu devrait diminuer encore pour s'établir à 0,71 dollar E.U. la livre. Par conséquent, les recettes des exportations de thé diminueront probablement d'environ 8 % en 1981 mais continueront de représenter 9 % des recettes d'exportations totales.

La cassitérite occupe toujours le second rang parmi les exportations après le café, représentant 14 % des recettes d'exportations en 1980. Bien que le volume exporté ait augmenté de 8 % pour s'établir à 2.088 tonnes, la valeur totale a diminué légèrement de 2 % en raison d'une baisse des prix obtenus à l'exportation. Le volume des exportations de cassitérite devrait être d'environ 2.000 tonnes en 1981. Toutefois, en raison des difficultés de transport, des mesures de lutte contre la pollution sur les marchés d'exportations et d'une demande modeste, le prix unitaire à l'exportation devrait diminuer de quelque 20 %. Cette baisse du prix devrait être compensée dans une certaine mesure par la transformation locale de la cassitérite en étain, qui devrait commencer en septembre 1981. L'exportation de wolfram, qui est produit généralement en liaison avec la cassitérite, a diminué de 16 % en 1980 en raison de réductions du prix et du volume et devrait se situer à peu près au même niveau en 1981.

Les autres exportations du Rwanda, à savoir le pyrèthre, le quinquina, les fruits et légumes ainsi que les cuirs et peaux, sont devenues relativement importantes ces dernières années, représentant environ 8 % des recettes d'exportations totales en 1980. Divers projets visant à accroître la valeur ajoutée et la valeur à l'exportation de certains de ces produits devraient être achevés dans un avenir proche. Ces projets comprennent des usines d'extraction du pyrèthre et du quinquina ainsi qu'une conserverie de fruits et légumes.

b. Importations

La composition des importations n'a pas changé sensiblement au cours des dernières années (Tableau XXV de l'Annexe). On constate toutefois une tendance perceptible à la baisse des importations de biens de consommation, qui sont tombées régulièrement de 44 % du total des importations enregistrées (c.a.f.) en 1977 à juste 40 % en 1980. En même temps, la part

des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires s'est progressivement accrue pour se situer à environ 49 % en 1980. Cette tendance est prévisible dans une économie de subsistance en expansion qui accentue sa monétisation et son industrialisation, notamment par le développement d'un secteur manufacturier. La part du pétrole et des produits connexes, qui a atteint 9 % en 1979, a de nouveau augmenté pour se situer autour de 12 % en 1980. Ce pourcentage devrait se stabiliser et diminuer dans l'avenir, le Rwanda recourant de plus en plus à d'autres sources d'énergie, notamment l'énergie hydro-électrique.

c. Répartition géographique des échanges

Les Etats-Unis restent le premier marché pour le café du Rwanda et représentaient, selon les estimations, 50 % des exportations totales en 1980; leur part avait diminué fortement pour ne plus atteindre que 28 % en 1979 en raison d'exportations exceptionnellement importantes vers la République fédérale d'Allemagne (Tableau XXVI de l'Annexe). La part des pays européens est passée de 43 % des exportations totales en 1979 à 36 % en 1980, la République fédérale d'Allemagne restant le pays le plus important du groupe. L'essentiel du thé rwandais continue d'être vendu aux enchères sur le marché de Londres mais les ventes à d'autres pays tels que le Soudan ont augmenté. Les pays membres de la Communauté européenne restent les principaux fournisseurs du Rwanda, leur part totale dans ses importations ayant augmenté légèrement en 1980 pour se situer à 44 %, contre 42 % en 1979. Parmi ces pays, la Belgique, qui était traditionnellement le principal fournisseur du Rwanda, et la France représentent plus de la moitié des importations totales du Rwanda. Le Kenya (environ 14 % du total) est devenu aussi important que la Belgique en tant que fournisseur des importations rwandaises en 1980. Toutefois, le Japon, qui occupait le second rang après la Belgique en tant que source d'importations en 1979, a accru sa part à 16 % en 1980 pour remplacer la Belgique au premier rang des fournisseurs du Rwanda.

3. Services, transferts et capitaux

Les paiements nets du Rwanda au titre des services, qui sont dominés par le fret, l'assurance et les coûts de transports ont diminué légèrement en 1980; cette évolution est due à l'obligation de contracter toutes les assurances au Rwanda et à l'utilisation accrue des sociétés de transport rwandaises pour le convoyage des marchandises à destination et en provenance de Mombasa, notamment avec l'achat récent d'un avion cargo Boeing 707. Ainsi, la part du fret et de l'assurance, qui atteignait environ 33 % de la valeur c.a.f. des importations de marchandises en 1979, a été réduite à environ 31 % en 1980. Il est prévu que les paiements nets au titre des services en 1981 augmenteront de quelque 14 % en raison d'une baisse des revenus nets des investissements et de l'accroissement des services publics.

Les entrées nettes au titre des transferts sans contrepartie, qui se composent essentiellement de transferts officiels, ont diminué quelque peu en 1980; mais il convient néanmoins de noter que le niveau de 1979 couvrirait l'annulation d'une dette par la République fédérale d'Allemagne d'un montant de 16 millions de DTS. Par conséquent, si l'on tient compte de cette annulation, les transferts publics nets s'élèveraient à 87 millions de DTS, chiffre qui serait comparable à celui de 1979. Plus d'un tiers de l'aide publique au Rwanda est fournie sous forme d'assistance technique. L'aide publique et les dons privés aux organisations religieuses ou autres organisations privées philanthropiques ont augmenté considérablement en 1980 mais ils ont néanmoins été inférieurs aux transferts de capitaux effectués par les membres du personnel de l'assistance technique à destination de leur pays d'origine, résultant en une sortie nette au titre des transferts privés d'environ un million de DTS. La réduction du nombre des assistants techniques étrangers au Rwanda en 1981, conjuguée à l'augmentation des contributions extérieures à des organisations privées au Rwanda, devrait entraîner un renversement de la situation concernant les transferts privés.

La forte augmentation des capitaux publics nets à long terme en 1980 a été due à l'achèvement d'un projet financé par la Chine populaire, comme il a été mentionné plus haut. L'évolution des capitaux à court terme reflète dans une large mesure la différence entre les exportations réelles et le rapatriement du produit des importations. En outre, ils comprennent les fluctuations du solde estimé du commerce frontalier. Par conséquent, ce poste a varié quelque peu pendant la période 1977-80 et il devrait rester positif, se situant à 15 millions de DTS en 1981.

4. Réserves internationales

Les réserves internationales nettes du système bancaire ont augmenté d'environ 15 % pour s'établir à 127 millions de DTS fin 1980, du fait de l'excédent global de la balance des paiements enregistré en 1980 (Tableau XXVII de l'Annexe). Les avoirs extérieurs bruts de la Banque nationale du Rwanda (BNR) se sont accrus de 31 millions de DTS par rapport à leur niveau de 1979, pour atteindre 146 millions de DTS fin 1980, soit l'équivalent de 8 mois d'importations c.a.f. Les réserves officielles nettes en devises ont atteint 117 millions de DTS. Les avoirs de réserve en devises des banques commerciales ne sont pas importants, puisqu'elles doivent rétrocéder toutes leurs recettes en devises à la BNR, exception faite de montants modestes qui sont retenus aux fins d'opérations. Fin 1980, les banques commerciales détenaient 10 % du total des avoirs de réserve en devises et 18 % des engagements.

La position des réserves internationales devrait se dégrader à la fin de 1981, puisque l'on envisage maintenant un déficit global de la balance des paiements d'environ 8 millions de DTS. On prévoit donc que les réserves officielles brutes en fin d'année représenteront environ 7 mois des importations c.a.f. de 1981.

5. Dettes extérieures

On ne dispose pas de renseignements détaillés sur la dette publique extérieure en raison de certaines déficiences de la couverture statistique. Toutefois, les statistiques disponibles récapitulées aux Tableaux XVIII et XXIX de l'Annexe couvrent l'essentiel de la dette extérieure contractée par le Rwanda. Les décaissements, qui avaient quasiment doublé en 1979 pour atteindre 3,7 milliards de FR (40 millions de dollars E.U.), ont diminué de 38 % en 1980 pour ne plus s'établir qu'à 2,3 milliards de FR (24 millions de dollars E.U.). En conséquence, l'encours total de la dette qui s'établissait à 11,4 milliards de FR (123 millions de dollars E.U.) fin 1979 a augmenté pour atteindre 15,8 milliards de FR (170 millions de dollars E.U.) fin 1980, soit l'équivalent de 14,3 % du PIB. La majeure partie de l'augmentation de l'endettement extérieur a été consacrée au financement de projets de développement, notamment dans l'infrastructure et l'agriculture. Le Rwanda a continué d'obtenir des crédits extérieurs assortis de conditions très favorables. D'après les calculs de la BIRD, l'échéance des prêts en cours s'élève en moyenne à 40 ans avec un différé d'amortissement supérieur à 8 ans et un taux d'intérêt d'environ 1,7 % par an. Près de 69 % du total de l'encours de la dette à la fin de 1980 représentaient des prêts consentis par des organisations multilatérales. Les trois créanciers les plus importants sont l'IDA (institution affiliée à la Banque mondiale), le Fonds africain de développement et le Fonds fiduciaire du FMI qui, ensemble, représentaient 84 % des prêts multilatéraux et 57 % du total de l'encours des prêts. Parmi les prêteurs bilatéraux, la République populaire de Chine occupe le premier rang, représentant 58 % des prêts bilatéraux et 18 % du total de l'encours de la dette à la fin de 1980. Les paiements au titre du service de la dette équivalaient à 3,8 % des recettes d'exportations en 1980. Les décaissements devraient s'élever à 3 milliards de FR en 1981 et, par conséquent, le total de l'encours de la dette devrait atteindre quelque 19 milliards de FR (205 millions de dollars E.U.) à la fin de l'année; le ratio du service de la dette est estimé, d'après les projections, à 4 % environ des exportations.

6. Régime de change et de commerce

Une étude détaillée du régime de change et de commerce du Rwanda au 31 décembre 1980 figure dans le Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions, 1981 (Rapport annuel sur le régime des changes et les restrictions de change, 1981) du FMI.

La monnaie du Rwanda est le franc rwandais, dont le taux de change est établi par rapport au dollar E.U. au taux de 92,84 FR pour 1 dollar E.U. Les cours acheteur et vendeur officiels par rapport au dollar E.U. sont de 91,91 FR et 93,77 FR respectivement. Les taux médians quotidiens des autres grandes monnaies sont calculés à partir du taux fixe du dollar E.U. et du taux de change entre le dollar et la monnaie en question deux jours ouvrables plus tôt, représenté par le taux croisé entre la valeur en dollars E.U. du DTS et la valeur du DTS sur le marché national de la monnaie concernée.

Le taux de change effectif pondéré par les échanges commerciaux à la fin de 1980 fait apparaître une légère dépréciation en valeur nominale du franc rwandais par rapport à la fin 1979, contre une dépréciation de 15 % entre 1977 et 1979 (Tableau 17). Toutefois, après certains ajustements destinés à tenir compte de l'évolution relative des prix chez les principaux partenaires commerciaux du Rwanda, il a été estimé que le taux de change effectif réel du franc rwandais s'était déprécié d'environ 1 % en 1980 contre une appréciation de 7 % en 1979. Pendant les quatre premiers mois de 1981, le taux de change effectif nominal du FR s'est apprécié de 10 % et le taux de change effectif réel de 7 %. Cette évolution est surtout due aux fluctuations du dollar E.U. par rapport aux autres grandes monnaies.

Le Rwanda maintient un régime de change pratiquement exempt de restrictions aux paiements internationaux courants et un système commercial libéral. Toutes les importations sont soumises à l'octroi d'une licence si les paiements sont effectués en devises. Aucune licence n'est requise pour les importations de marchandises égales ou inférieures à 100.000 FR, y compris l'assurance et le fret, lorsque les paiements sont effectués en francs rwandais. L'accord préalable de la Banque nationale du Rwanda est nécessaire pour tout paiement au titre des invisibles. Certaines limites sont imposées aux transferts de revenus du travail par les ressortissants étrangers employés au Rwanda sous contrat. Depuis le 2 janvier 1981, l'ancienne restriction sur les transferts des revenus locatifs nets par les non-résidents et les résidents étrangers a été abolie. La BNR a conclu des accords avec les banques centrales des pays voisins et du Kenya, aux termes desquels les règlements effectués au moyen de comptes réciproques sont transférables périodiquement.

Tableau 17. Rwanda : taux de change effectif pondéré
des échanges commerciaux, 1977-81

(Moyenne 1974 = 100)

	Taux de change nominal <u>1/</u>	Taux de change réel <u>2/</u>
1977	<u>99,4</u>	<u>82,4</u>
I	97,8	86,8
II	98,8	83,2
III	99,4	79,9
IV	101,9	80,4
1978	<u>110,2</u>	<u>87,1</u>
I	106,3	83,6
II	107,4	84,0
III	112,0	89,2
IV	116,2	92,0
1979	<u>115,7</u>	<u>85,2</u>
I	116,1	88,1
II	113,6	81,7
III	116,6	85,6
IV	116,9	85,8
1980	<u>115,8</u>	<u>88,1</u>
I	116,5	87,7
II	115,7	87,9
III	118,1	90,2
IV	113,3	86,9
1981	110,1	84,6
Janvier	110,5	84,6
Février	105,2	81,9
Mars	104,7	81,4
Avril	103,0	80,6

Source : calculs des services du Fonds.

1/ Le taux de change effectif est calculé à partir de la moyenne pondérée des taux de change des principaux partenaires commerciaux du Rwanda. Les coefficients de pondération ont été établis d'après les échanges commerciaux de 1979. Les taux de change sont exprimés en monnaies nationales pour un dollar E.U. à la fin de chaque période. Lorsque l'indice du taux de change du Rwanda dépasse 100, cela signifie une dépréciation effective par rapport à la période de base.

2/ Le taux de change nominal pondéré en fonction des échanges commerciaux a été ajusté pour tenir compte de l'évolution relative des prix chez les partenaires commerciaux et au Rwanda.

Tableau I. Rwanda . produit intérieur brut par secteur
d'activité aux prix courants du marché, 1977-81

(Millions de francs rwandais)

	1977	1978	1979	1980	1981
				Chiffres provisaires	Chiffres provisaires
Agriculture, élevage, sylviculture et pêche	33.272	34.274	46.218	50.740	57.540
Dont : agriculture de subsistance	(25.527)	(27.587)	(38.225)	(41.948)	(47.590)
Industries extractives	1.882	1.841	1.841	1.800	2.030
Industries manufacturières	10.196	12.635	14.879	16.398	8.450
Electricité, gaz et eau	178	184	172	210	250
Bâtiment et travaux publics	2.933	3.274	3.713	4.428	5.230
Commerce, restaurants et hôtels	10.642	14.177	15.438	17.608	20.380
Transports et communications	789	1.042	1.656	2.030	2.500
Administration publique	6.403	6.106	7.214	8.700	9.620
Autres services privés	3.196	4.593	3.712	4.620	5.240
Droits d'importation	2.140	2.824	2.965	3.864	3.960
Produit intérieur brut	<u>71.631</u>	<u>81.050</u>	<u>97.808</u>	<u>110.398</u>	<u>125.200</u>

Pour mémoire :

Taux de croissance du PIB réel
(en pourcentage)

5,2 4,9 4,3 4,9 5,2

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

Tableau II. Rwanda : valeur de la production agricole destinée
à la consommation intérieure, 1977-81

(Millions de francs rwandais)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Bananes	13.274	14.874	16.624	18.259	19.755
Légumes					
Haricots	3.945	4.017	4.485	4.875	5.176
Pois	1.769	1.362	1.277	1.391	1.320
Arachides	813	842	943	1.071	2.847
Divers	109	78	86	90	100
Céréales					
Sorgho	2.244	2.835	3.000	3.170	3.287
Maïs	926	976	1.000	1.225	1.360
Eleusine	79	83	80	85	184
Blé	66	72	95	101	125
Riz	196	211	234	295	325
Féculents					
Pommes de terre	2.021	2.756	3.369	3.690	2.366
Patates douces	3.653	3.787	4.579	5.026	6.216
Manioc	4.532	3.581	4.731	5.197	9.408
Divers	227	234	224	295	300
Canne à sucre	451	382	388	410	450
Autres fruits et légumes	1.330	1.282	1.473	1.560	1.800

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Estimations provisoires.

2/ Projections.

Tableau III. Rwanda : structure des prix du thé, 1976-80

(En francs rwandais le kilo)

	1976	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Prix à l'exportation (f.o.b. Mombasa)	120	211	154	173	155
Moins : coûts de traitement	15	23	51	51	50
Frais administratifs	1	1	3	1	1
Frais de transport	16	22	33	33	32
Frais financiers	4	6	—	—	—
Amortissement	6	8	8	8	8
Autres coûts de commercialisation	20	27	13	14	13
A ventiler	58	124	54	74	59
Entre : le producteur (départ usine)	37	49	46	66	51
OCIR	21	75	8	8	8

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Estimations provisoires.

Tableau IV. Rwanda : évolution de la production des principaux produits manufacturés, 1976-80

	Unité	1976	1977	1978	1979	1980
Bière	(bouteilles, milliers)	46.584	54.275	63.578	53.629	70.192
Eaux minérales	(bouteilles, milliers)	11.436	16.574	19.909	23.317	27.767
Sucre	(tonnes)	1.320	2.229	2.265	2.355	2.364
Savon	(tonnes)	3.606	2.936	2.382	3.152	4.641
Peinture	(tonnes)	311	361	659	618	565
Postes de radio	(unités)	8.775	2.552	7.533	789	--
Couvertures	(unités, milliers)	88	159	179	161	195
Chaussures	(paires, milliers)	--	--	--	398	413

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

Tableau V. Rwanda : indice général des prix à la consommation, 1976-mars 1981 1/

(Moyenne du premier trimestre 1976 = 100)

Coefficients de pondération	1976	1977	1978	1979	1980		1981
					Mars	Moyenne annuelle	Mars
Alimentation	0,4765	101,1	113,6	124,2	141,9	141,2	148,9
Habillement	0,1003	102,6	116,5	137,8	147,9	152,4	156,2
Combustibles, médicaments et articles ménagers	0,1083	100,4	118,5	138,1	174,4	169,5	172,8
Logement	0,2001	102,5	122,1	140,7	168,5	182,2	187,2
Transports	0,0719	104,6	125,2	140,4	153,9	175,8	178,9
Divers	0,0429	101,8	108,8	119,4	138,7	170,7	171,8
Indice général	1,0000	101,7	116,7	131,3	152,1	157,3	163,0
Pourcentage de variation de l'indice général par rapport à l'année précédente		6,7	14,7	12,5	15,8	6,1	7,2
							8,1 2/

Source : données communiquées par les autorités rwandaïses.

1/ Moyennes annuelles.

2/ Pourcentage d'augmentation par rapport à la même période de l'année précédente.

Tableau VI. Rwanda : indice des prix à la consommation des produits locaux, 1976-mars 1981

(Moyenne du premier trimestre 1976 = 100)

Coefficients de pondération	1976	1977	1978	1979	1980		1981
					Mars	Moyenne annuelle	Mars
Alimentation 0,6032	100,2	112,5	125,1	143,7	143,2	149,6	143,0
Habillement 0,0016	104,0	108,3	121,3	133,3	155,0	155,5	160,0
Combustibles, médicaments et articles ménagers 0,0902	100,3	130,1	146,7	187,8	179,9	198,1	241,6
Logement 0,2138	102,9	131,3	152,9	185,2	196,2	201,6	217,7
Transports 0,0443	102,9	143,8	137,7	164,7	181,6	184,4	188,3
Divers 0,0469	100,5	107,1	112,8	124,7	143,7	145,9	147,9
Indice général 1,0000	100,4	119,3	133,0	156,6	159,6	166,5	170,1
Pourcentage de variation de l'indice général par rapport à l'année précédente	3,3	18,8	11,5	17,7	4,8	6,3	--

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

Tableau VII. Rwanda : emploi et traitements bruts versés aux fonctionnaires titulaires, 1972-80 1/

	Effectifs des fonctionnaires titulaires	Traitements bruts annuels (millions de francs rwandais)	Traitement annuel brut moyen (milliers de francs rwandais)
1972	2.372	221,8	93,5
1973	2.683	254,8	95,0
1974	2.920	475,5	162,8
1975	3.475	527,0	151,7
1976	3.843	547,5	142,5
1977	4.205	649,8	154,5
1978	4.471	767,5	171,7
1979	4.531	936,2	206,6
1980	4.950	993,6	200,7

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Fonctionnaires titulaires (non compris le personnel militaire, le personnel de la gendarmerie et le personnel relevant directement de l'enseignement primaire et secondaire et des services de santé).

Tableau VIII. Rwanda : recettes de l'Etat, 1978-81

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 1/	1981 Budget
1. Recettes fiscales	7.888,2	11.298,1	11.379,0	11.357,8
1.1 Impôts sur le revenu et les bénéfices Entreprises et sociétés	1.708,6	2.250,2	2.575,6	2.837,8
Personnes physiques	1.052,2	1.329,7	1.474,2	1.665,0
Divers	584,6	813,9	954,6	1.000,8
1.2 Impôts sur la propriété Biens immobiliers	71,8	106,6	146,8	172,0
Véhicules	82,9	145,8	149,2	190,0
1.3 Taxes sur les biens Taxes sur les boissons	46,6	69,8	61,2	75,0
Licences, boissons alcooliques 2/	36,3	76,0	88,0	115,0
Patentes 3/	1.615,1	1.802,4	2.664,2	3.200,0
1.4 Taxes sur le commerce extérieur Droits d'importation	1.614,2	1.802,2	2.664,0	3.000,0
Droits d'exportation	0,9	0,2	0,2	--
Dont : droits d'exportation sur le café	--	--	--	200,0
Dont : droits d'exportation sur le café	4.481,6	7.099,7	5.990,0	5.130,0
Dont : droits d'exportation sur le café	2.875,1	3.034,2	3.864,5	4.030,0
Dont : droits d'exportation sur le café	1.606,5	4.065,5	2.125,5	1.100,0
Dont : droits d'exportation sur le café	(1.460,9)	(3.862,0)	(2.006,8)	(1.000,0)
2. Recettes non fiscales	883,2	923,6	1.880,3	2.211,6
Redevances administratives	700,6	634,2	1.500,0	1.127,6
Péages	40,0	44,9	65,1	70,0
Divers	142,6	244,5	315,2	1.014,0
Total des recettes budgétaires	8.771,4	12.221,7	13.259,3	13.569,4

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

2/ Transférées aux collectivités locales (communes) à compter de 1981.

Adoptées en 1981.

Tableau IX. Rwanda : classification économique des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-81

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 1/	1981 Budget
Traitements et salaires	3.404,1	4.152,0	4.803,0	5.135,9
Déplacements officiels	224,1	292,4	701,4	475,2
Entretien, matériel et fournitures	1.157,1	1.208,7	1.986,2	3.311,2
Subventions et autres transferts	616,2	894,9	826,3	1.700,7
Intérêts sur la dette publique	137,3	227,4	264,3	459,4
Divers	1.427,8	1.874,1	1.886,6	2.045,0
Total des dépenses ordinaires	<u>6.966,6</u>	<u>8.649,5</u>	<u>10.467,8</u>	<u>13.127,4</u>

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires. La ventilation a été estimée en partie par les services du Fonds.

Tableau X. Rwanda : classification fonctionnelle des dépenses ordinaires de l'Etat, 1978-81

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 1/	1981 Budget
Services publics généraux	1.740,5	2.220,3	2.669,9	3.659,0
Défense nationale et gendarmerie	1.413,7	1.703,7	1.927,6	2.010,3
Enseignement	1.651,2	2.186,7	2.493,9	3.264,1
Services de santé publique	634,5	615,0	647,7	863,7
Autres services sociaux	175,8	221,6	262,8	342,5
Services économiques	1.213,6	1.474,8	2.201,6	2.528,4
Agriculture, élevage et pêche	311,0	362,8	550,1	753,0
Travaux publics	491,4	674,4	1.023,6	986,5
Communications et transports	309,2	314,5	363,5	392,3
Autres services économiques	102,0	123,1	234,4	396,6
Intérêts sur la dette publique	137,3	227,4	264,3	459,4
Dépenses ordinaires, total	<u>6.966,6</u>	<u>8.649,5</u>	<u>10.467,8</u>	<u>13.127,4</u>

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

Tableau XI. Rwanda : dépenses de développement de l'Etat, 1978-81

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 <u>1/</u>	<u>1980</u> Budget
Administration	171,2	184,6	158,7	553,8
Enseignement	145,5	218,2	410,8	678,0
Services de santé publique	13,0	41,4	37,6	96,5
Autres services sociaux	92,3	222,7	512,6	374,7
Services économiques	610,1	807,1	993,5	1.265,0
Agriculture, élevage et pêche	191,3	218,4	524,1	390,3
Industries et mines	104,5	109,4	146,4	160,0
Energie	168,5	184,5	163,7	247,1
Routes	101,3	139,6	142,7	141,9
Communications et transports	44,5	155,2	5,4	165,7
Tourisme	--	--	11,2	160,0
Dépenses de développement, total	<u>1.032,1</u>	<u>1.474,0</u>	<u>2.113,2</u>	<u>2.968,0</u>

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

Tableau XII. Rwanda : différents indicateurs de l'évolution des finances publiques, 1978-81

(Pourcentage)

	Variation annuelle			Variation moyenne 1978-80	Composition	
	1978	1979	1980 1/	1981 2/	1978	1981 2/
Recettes budgétaires	4,6	39,3	8,2	2,3	100,0	100,0
Recettes fiscales	0,9	43,2	0,7	-0,2	89,9	83,7
Impôts sur les revenus et les bénéfices	33,2	31,7	14,5	10,2	19,5	20,9
Impôts sur la propriété	135,5	75,9	2,3	27,3	0,9	1,4
Taxes sur les marchandises	38,4	11,6	47,8	20,1	18,4	23,6
Droits d'importation	32,3	5,5	27,4	4,3	32,8	29,7
Droits d'exportation	-49,1	153,1	-47,7	-48,2	18,3	8,1
Dont : droits d'exportation sur le café	(-51,3)	(164,4)	(-48,0)	(-50,2)	(16,7)	(7,4)
Recettes non fiscales	55,2	4,6	103,6	17,6	10,1	16,3
Dépenses budgétaires	10,8	26,5	24,2	29,2	100,0	100,0
Dépenses ordinaires	11,6	24,2	21,0	25,4	87,1	81,8
Traitements et salaires	6,8	22,0	15,7	6,9	42,3	31,5
Déplacements officiels	-33,5	30,5	39,9	-32,2	2,8	2,9
Matériel et fournitures	-8,7	4,5	64,3	66,7	14,4	20,3
Subventions et autres transferts	-17,3	45,2	-7,7	-105,8	7,7	10,4
Intérêts sur la dette publique	-0,8	65,6	16,2	73,8	1,7	2,8
Divers 4/	150,3	31,3	0,7	8,4	18,2	13,9
Dépenses de développement	2,0	42,8	43,4	40,4	12,9	18,2

Sources : Tableau 12 et Tableaux VIII et IX de l'annexe.

1/ Chiffres provisoires.

2/ Budget.

3/ Taux moyen composé d'augmentation ou de baisse (-) pendant la période.

4/ Y compris les prêts nets.

Tableau XIII. Rwanda : encours de la dette intérieure de
l'Etat, 1978-80

(Millions de francs rwandais)

	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Bons du Trésor	<u>53,0</u>	<u>453,0</u>	<u>186,4</u>
Secteur bancaire	--	--	--
Secteur non bancaire	53,0	453,0	186,4
Obligations de développement	<u>1.960,1</u>	<u>2.071,1</u>	<u>2.826,1</u>
Secteur bancaire	672,1	482,1	339,1
Secteur non bancaire	1.288,0	1.589,0	2.487,0
Dont . Caisse sociale du Rwanda	(1.189,0)	(1.189,0)	(1.689,0)
Encours de la dette intérieure	<u>2.013,1</u>	<u>2.524,1</u>	<u>3.012,5</u>

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Chiffres provisoires.

Tableau XIV Rwanda situation monétaire, 1977-81
(Millions de francs rwandais; fin de période)

	1977	1978	1979			1980			1981			
			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Déc. 1/
Avoirs extérieurs nets	6.632	7.028	7 505	7 664	8 653	13.503	13.581	13.270	14.400	14.737	14.152	13.607
Crédit intérieur	4 752	5.157	4.773	5 961	8 353	3.091	1.571	3.729	3.694	3.464	2.364	6.213
Créances sur l'Etat (net) 2/	362	23	-90	268	851	-1.472	-2.925	-2.081	-3.618	-3.051	-3.904	-1.851
Créances sur des organismes publics	221	225	213	301	259	233	310	414	314	219	205	8.064
Créances sur le secteur privé 3/	4 169	4 909	4.650	5 192	7 243	4.330	4.186	5.396	6.998	6.296	6.288	
Crédit-café	(2 257)	(2 158)	(1.897)	(2 245)	(4.247)	(1 331)	(702)	(1.734)	(3.054)	(2.193)	(1.647)	(...)
Divers	(1 912)	(2.751)	(2.753)	(3 147)	(2.996)	(2.999)	(3.484)	(3.662)	(3.944)	(4.103)	(4.641)	(...)
Actif = Passif	11.384	12.185	12.278	13.625	17.006	16.594	15.152	16.999	18.094	18.201	16.536	19.820
Monnaie et quasi-monnaie	10.173	11.223	10.912	12.139	15.044	14.113	13.264	14.416	15.047	15.209	14.454	17.720
Monnaie	8 070	8 983	8 751	10.009	12.513	11.232	10.373	11.336	11.778	12.009	11.211	...
Quasi-monnaie	2.103	2 240	2.161	2.130	2 531	2.881	2.891	3.080	3.269	3.200	3.243	...
Autres postes (net)	1 211	962	1.366	1.486	1.962	2.481	1.888	2.583	3.047	2.992	2.087	2.100

Sources : FMI, Statistiques financières internationales; données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Projections.

2/ Comprend les dépôts de la Caisse de sécurité sociale auprès du système bancaire et les créances sur les Comptes chèques postaux.

3/ Y compris les autres institutions financières

Tableau XV Rwanda état récapitulatif des comptes de la Banque nationale du Rwanda, 1977-81

(Millions de francs rwandais, fin de période)

	1977	1978	1979				1980				1981	
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept	Déc.	Mars	Juin	Sept	Déc.	Mars	
Avoirs extérieurs	7 709	8 104	8 604	8 783	9 446	14 117	15 009	16 352	16 691	17 011	16 097	
Correspondants	6 891	5 744	1 001	1 864	2 443	5 579	2 767	1 727	1 729	3 162	2 557	
Investissements à court terme 1/	--	--	5 988	5 581	4 965	6.013	10 311	11 661	12 474	11 453	10 987	
Avoirs en DTS	265	282	572	550	558	559	814	815	811	599	876	
Autres avoires	553	2 078	1 043	788	1.480	1 966	1 117	2 149	1 683	1 797	1 677	
Créances sur l'Etat	1 211	1 399	1 204	1 555	1 931	1 205	1 202	1 193	1.205	1 232	1 204	
Avances	--	204	--	343	731	--	--	--	--	--	--	
Dette consolidée	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1.000	1 000	1 000	
Compte chèques postaux	9	10	5	1	4	17	12	4	14	18	5	
Divers	202	185	199	211	196	188	190	189	191	214	199	
Créances sur des organismes publics	100	78	72	73	50	50	60	60	53	25	10	
Créances sur le secteur privé	295	301	318	370	398	456	517	592	569	517	581	
Créances sur les banques	562	671	613	715	528	249	82	141	952	504	315	
Créances sur les autres institutions financières	67	40	40	38	38	38	38	36	36	36	96	
Avoirs nets à classer	1 423	1 058	1 154	967	927	977	1 317	1 198	1 255	1 330	1 961	
Actif = Passif	11 367	11.651	12 005	12.501	13.318	17 092	18 225	19 571	20 767	20 654	20 264	
Monnaie fiduciaire hors banques 2/	3 948	4.443	4 218	5.226	5 714	5 242	4 824	5 620	5 526	5 689	5 305	
Encaisses bancaires 2/	204	227	304	491	458	423	305	473	504	444	474	
Dépôts des banques 2/	1.011	783	158	203	368	1 623	1 182	995	502	544	451	
Dépôts des autres institutions financières	90	103	125	128	89	116	221	91	48	106	97	
Dépôts des organismes publics	538	357	230	311	348	752	563	529	631	766	606	
Dépôts du secteur privé	12	16	16	148	374	376	397	392	437	429	618	
Dépôts à terme	131	88	87	87	87	94	9	101	118	135	76	
Dépôts des administrations publiques	1 364	1 786	1 789	1 573	784	1 850	4 271	3 418	4 838	4 542	5.365	
Dont												
Compte courant du Trésor	(394)	--	(568)	--	--	(116)	(2 729)	(1 434)	(2 901)	(2 218)	(2 924)	
Caisse de sécurité sociale	(186)	(491)	(564)	(694)	(62)	(210)	(510)	(718)	(454)	(528)	(628)	
Engagements extérieurs	1 750	1 787	2 270	1 515	1 966	2 286	2 764	3 936	3.627	3 469	3 099	
Fonds de contrepartie d'aide	108	73	69	84	56	46	31	30	31	21	32	
Capital et réserves 3/	1.409	1 708	2 238	2 406	2 685	3 030	3 229	3 681	4.121	3 357	3.815	
Engagements nets à classer	802	280	501	329	389	1 256	363	307	382	1.152	326	

Sources FMI, Statistiques financières internationales et données communiquées par les autorités rwandaises

1/ Jusqu'en décembre 1978, les investissements à court terme étaient enregistrés sous le poste Correspondants

2/ Ces banques sont les banques commerciales, la Banque d'épargne et les banques populaires

3/ Y compris les allocations de DTS

Tableau XVI Rwanda - état récapitulatif
des comptes des banques commerciales, 1977-81
(Millions de francs rwandais; fin de période)

	1977 Déc.	1978			1979			1980			1981 Mars	
		Déc.	Mars	Juin	Sept	Déc	Mars	Juin	Sept	Déc.	Mars	
Réserves	808	544	275	633	604	1.956	1.212	1.109	693	729	754	
Encaisses	185	189	255	435	386	347	248	416	443	389	421	
Dépôts auprès de la Banque nationale	623	356	20	199	218	1.608	964	693	251	340	333	
Avoirs extérieurs	1.292	1.152	1.643	805	1.757	2.347	1.982	1.971	1.861	1.976	1.980	
Créances sur l'Etat	479	356	358	355	359	375	318	321	245	289	279	
Créances des organismes publics	121	148	142	228	208	183	250	254	260	194	196	
Créances sur le secteur privé	3.341	3.879	3.501	4.176	6.030	3.096	2.729	3.921	5.402	4.751	4.402	
Créances sur d'autres institutions financières	91	87	60	60	60	43	43	43	43	54	54	
Actif = Passif	6 132	6.166	5.979	6 257	9 018	8.000	6.534	7 619	8 504	7 993	7 665	
Engagements extérieurs	619	441	472	409	584	675	646	1 117	531	781	826	
Engagements envers la Banque nationale	529	350	123	606	184	137	46	112	973	572	171	
Engagements envers le secteur privé	4 695	5 221	4.970	5 106	7 178	6 141	5 736	6.321	6 848	6 595	6 305	
Dépôts à vue	3 391	3.913	3.736	3 906	5.645	4.552	4.184	4 584	4 992	4.891	4 472	
Dépôts à terme et d'épargne	1.268	1.308	1.234	1.200	1 533	1 589	1.552	1 737	1 856	1 704	1 833	
Dépôts des administrations publiques	17	13	38	135	746	1.311	208	179	229	56	41	
Comptes de capital	314	369	411	431	431	447	539	522	522	500	533	
Autres engagements (net)	-42	-226	-35	-430	-105	-711	-641	-632	-599	-511	-211	

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et données communiquées par les autorités rwandaises.

Tableau XVII Rwanda : état récapitulatif
des comptes de la Caisse d'épargne, 1977-81
(Millions de francs rwandais, fin de période)

	1977 Déc	1978			1979			1980			1981	
		Déc	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars
Réserves	261	106	126	117	108	319	308	259	250	213	186	186
Encaisses	9	19	27	33	43	52	39	30	32	28	27	27
Dépôts auprès de la Banque nationale	252	87	99	84	65	267	269	229	218	185	159	159
Créances sur les administrations publiques 1/	109	95	103	104	123	120	34	30	32	33	27	27
Dont obligations de développement	(107)	(85)	(85)	(85)	(85)	(85)	(--)	(--)	(--)	(--)	(--)	(--)
Créances sur les banques	13	47	43	47	118	72	44	42	47	43	28	28
Créances sur le secteur privé	321	530	659	666	630	619	781	771	802	800	797	797
Actif = Passif	704	778	931	934	979	1.130	1.167	1.102	1.131	1.089	1.038	1.038
Dépôts à vue	38	103	298	291	342	193	184	121	145	129	113	113
Dépôts à terme et d'épargne	570	611	585	562	567	841	888	876	893	917	888	888
Dépôts des administrations publiques	120	130	131	127	125	112	110	109	111	111	112	112
Dont : Caisse de sécurité sociale	(103)	(103)	(103)	(103)	(103)	(114)	(104)	(104)	(104)	(103)	(103)	(103)
Autres engagements (net)	-24	-66	-84	-47	-56	-16	-15	-4	-18	-68	-75	-75

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Y compris les créances sur les Comptes Chèques postaux et les avances aux communes.

Tableau XVIII Rwanda . état récapitulatif
des comptes des banques populaires, 1977-81

(Millions de francs rwandais, fin de période)

	1977 Déc.	1978			1979			1980			1981	
		1978			1979			1980			1981	
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars
Réserves	19	23	29	29	63	53	32	37	50	58	40	40
Encaisses	11	20	22	24	30	24	19	27	29	27	26	26
Dépôts auprès de la Banque nationale	8	3	7	5	33	29	13	10	21	31	14	14
Créances sur l'Etat	11	55	75	90	93	100	87	82	79	104	104	104
Dont : obligations de développement	(10)	(35)	(35)	(35)	(35)	(35)	(35)	(35)	(35)	(65)	(65)	(65)
Créances sur le secteur privé	39	72	71	83	87	78	79	133	147	138	152	152
Créances sur d'autres institutions financières	15	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Créances sur les banques 1/	57	43	41	36	35	90	113	125	73	64	186	186
Actif = Passif	147	193	216	238	278	321	311	377	349	364	482	482
Dépôts d'épargne	134	234	255	280	343	358	352	367	401	444	446	446
Autres postes (net) 2/	7	-41	-39	-42	-65	-37	-41	10	-52	-80	36	36

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Y compris la Caisse d'épargne

2/ Y compris les comptes de capital

Tableau XIX Rwanda état récapitulatif
des comptes de la Banque de développement, 1977-81
(Millions de francs rwandais, fin de période)

	1977	1978	1979			1980			1981		
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept	Déc	Mars	Juin	Sept	Déc	Mars
Réserves 1/	45	45	67	69	28	45	30	26	32	28	32
Créances sur les banques	--	--	10	20	10	29	27	46	21	52	21
Créances sur d'autres institutions financières 2/	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Créances sur des organismes publics	28	26	40	58	93	125	166	182	193	191	191
Créances sur le secteur privé	545	670	686	683	924	955	984	958	1 007	1 019	1 172
Prêts et avances	460	535	551	548	789	817	845	820	869	833	975
Prises de participation	85	135	135	135	135	138	138	138	138	187	196
Créances sur l'Etat	--	--	--	--	--	--	--	--	3	6	8
Actif = Passif	623	746	908	835	1 060	1 159	1 212	1 217	1 261	1 301	1 429
Engagements envers la Banque nationale	63	40	38	38	38	38	36	36	36	36	93
Engagements envers les autres banques	60	20	20	20	70	80	60	60	60	--	--
Engagements extérieurs à long terme	172	2/6	314	327	412	472	511	528	529	380	397
Comptes de capital	318	450	455	455	457	469	469	492	492	1 080	1 080
Autres engagements (net) 3/	10	-10	-19	-5	83	100	136	101	144	-195	-141

Sources FMI, Statistiques financières internationales et données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Encaisses plus dépôts auprès de la Banque nationale.

2/ Souscription au capital de la Caisse hypothécaire

3/ Y compris les emprunts à long terme auprès de l'Etat et le crédit d'autres institutions financières

Tableau XX Rwanda : ventilation du crédit
par activité économique et par origine, 1977-81 1/
(Millions de francs rwandais et pourcentage, fin de période)

	Valeur				Pourcentage						
	1977	1978	1979 2/	1980	1981		1977	1978	1979 2/	1980	1981 Mars
					Mars	Mars					
Agriculture	161,8	273,1	407,5	136,8	107,1		2,5	3,7	5,6	1,5	1,2
Industrie	222,1	401,2	556,7	783,4	865,7		3,5	5,4	7,7	8,6	9,8
Industries extractives	219,7	387,1	561,6	462,8	496,6		3,4	5,2	7,8	5,1	5,6
Transports	368,8	337,5	530,4	485,6	500,1		5,8	4,5	7,4	5,4	5,6
Construction 3/	121,4	83,8	40,6	529,1	538,9		1,9	1,1	0,6	5,8	6,1
Commerce	2 607,7	2 819,2	1 681,3	3 871,5	3 003,9		40,7	38,0	23,4	42,7	33,9
Dont : café	(2 257,2)	(2 158,3)	(1 331,3)	(2 396,2)	(1 646,9)		(35,2)	(29,1)	(18,5)	(26,3)	(18,6)
Divers 4/	900,9	1 216,3	1 617,4	1 135,5	1 731,0		14,0	16,4	22,5	12,5	19,5
Total	4 602,4	5 518,2	5 395,5	7 404,7	7 243,3		71,8	74,3	75,0	81,7	81,7
Secteur privé	4 353,4	5 267,6	5 037,8	6 994,7	6 846,3		67,9	71,0	70,0	77,2	77,2
Organismes publics	249,0	250,6	357,7	410,0	397,0		3,9	3,3	5,0	4,5	4,5
Administration publique 5/	1 810,0	1 905,0	1 800,0	1 663,8	1 621,8		28,2	25,7	25,0	18,3	18,3
Total général	6 412,4	7 423,2	7 195,5	9 068,5	8 865,1		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ventilation par banque											
Banque nationale du Rwanda	1 606,0	1 778,0	1 711,0	1 774,0	1 795,0		25,0	23,9	23,8	19,6	20,2
Banques commerciales	3 901,5	4 295,2	3 654,0	5 234,0	4 877,0		60,8	57,9	50,8	57,7	55,0
Banques de développement	488,0	561,0	942,0	1 024,0	1 166,0		7,6	7,6	13,1	11,3	13,2
Banques populaires	50,0	227,0	178,0	242,0	256,0		0,8	1,7	2,5	2,7	2,9
Caisse d'épargne 4/	430,0	625,0	739,0	833,0	824,0		6,7	8,4	10,3	9,2	9,3
Non classifiés	-63,1	37,0	-28,5	-38,5	-52,9		-0,9	0,5	-0,4	-0,4	-0,6

Source : données communiquées par les autorités rwandaises.

1/ Comprend la Banque nationale du Rwanda, les banques commerciales, la Caisse d'épargne, la Banque de développement, les Banques populaires et la Caisse hypothécaire

2/ Comprend la Caisse hypothécaire pour la première fois.

3/ La rubrique a été redéfinie au début de 1980 pour comprendre les postes qui, antérieurement, étaient portés sous la catégorie "divers"

4/ Les crédits accordés par la Caisse d'épargne sont compris dans la rubrique "Divers" en raison du manque de données concernant leur répartition sectorielle.

5/ Comprend les collectivités locales.

Tableau XXI Rwanda structure des taux d'intérêt 1/

(Pourcentage annuel)

	Avant novembre 1979	A partir du 12 novembre 1979	Décembre 1980	Mars 1981
Banque nationale du Rwanda				
1. Opérations directes avec le secteur privé				
a Crédits à l'exportation	4,0	4,0	4,0	4,0
b Importations de biens d'équipement et d'autres biens essentiels	5,0	7,0	7,0	7,0
c Autres crédits	7,0	9,0	9,0	9,0
d Taux de pénalisation sur les prêts non remboursés à l'échéance	9,0	12,0	12,0	12,0
2 Opérations avec les banques				
a Avances sur effets garanties par la récolte de café au stade de la transformation	3,5	3,5	3,5	3,5
b Avances garanties par des traites à l'exportation (effets acceptés jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur)	3,5	3,5	3,5	3,5
c Traités à l'exportation de café au-delà de 25 % de la valeur	4,5	3,5	3,5	3,5
d Avances garanties par des bons du Trésor	4,0	8,0	8,0	8,0
e Réescompte des bons du Trésor un mois avant l'échéance et obligations de développement 90 jours avant l'échéance	5,0	9,0	9,0	9,0
Banques créatrices de monnaie				
1 Taux sur les dépôts				
a Dépôts à terme 2/				
à 1 mois	1,0	6,0	6,0	5,0
à 3 mois	2,0	6,25	6,25	5,25
à 6 mois	2,5	6,5	6,5	5,5
à 9 mois	3,0	6,75	6,75	6,75
à 1 an	3,5	7,0	7,0	7,0
b Bons d'épargne (certificats de dépôt)				
à 6 mois	3,0	—	—	—
à 9 mois	3,5	—	—	—
à 1 an	4,25	7,0	7,0	7,0
à 2 ans	—	8,0	8,0	8,0
à 3 ans	—	8,5	8,5	8,5
à 4 ans	—	9,0	9,0	9,0
à 5 ans	—	9,5	9,5	9,5
2 Taux sur prêts 3/				
a Financement du café	8,0	9,0	9,0	9,0
Cueillette (6 mois)	8,0	9,0	9,0	9,0
Transformation (15 jours)))))
Emmagasinage (60 jours)))))
Exportations (90 jours)))))
b Thé et pvrèthre				
Emmagasinage 30 jours)	6,0	—	—	—
Exportations (120 à 180 jours)	4,0	4,0	4,0	4,0
c Opérations minières				
Exportations (120 à 280 jours)	4,5	5,0	5,0	5,0
d Autres opérations de crédit				
Importations de biens essentiels (1 an)	9,0	9,0	9,0	9,0
Construction ne dépassant pas 4 millions de francs rwandais	9,0	9,0	9,0	9,0
Autres constructions et avances en compte courant (1 an)	9,0	14,0	14,0	14,0
e Investissements approuvés par la Banque nationale du Rwanda		11,0 4/	11,0 4/	11,0 4/
f Autres crédits à échéance de 5 ans	9,0 - 13,0	13,0 min.	13,0 min.	13,0 min.
g Autres crédits à échéance dépassant 5 ans		13,5 min	13,5 min	13,5 min.
h Taux de pénalisation sur les prêts qui ne sont pas remboursés à échéance 5/		- 2 % supplémentaires pendant les 15 premiers jours du défaut de paiement - 4 % supplémentaires pour les retards supérieurs à 15 jours		

Source données communiquées par les autorités rwandaises

1/ Nets de commissions

2/ Les taux d'intérêt sur dépôts pour le retrait desquels un préavis est nécessaire sont supérieurs de 0,25 % à ceux sur les dépôts ordinaires à échéances fixes

3/ Une commission minimum de 0,75 % est perçue sur toutes les opérations financières exigeant des remboursements échelonnés.

4/ Maximum.

5/ Adopté en 1980.

Tableau XXII. Rwanda · balance des paiements, 1977-81

(Millions de francs rwandais)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Biens et services	<u>-4.032</u>	<u>-12.905</u>	<u>-7.799</u>	<u>-16.696</u>	<u>- 19.154</u>
Balance commerciale	<u>2.244</u>	<u>-3.089</u>	<u>4.031</u>	<u>-6.574</u>	<u>-7.602</u>
Exportations, f.o.b.	11.741	10.367	18.838	12.402	11.074
Importations, f.o.b.	-9,497	-13.456	-14.807	-18.976	-18.676
Services (net)	<u>-6.276</u>	<u>-9.816</u>	<u>-11.830</u>	<u>-10.122</u>	<u>-11.552</u>
Fret et assurance	-2.188	-5.292	-5.735	-4.982	-5.289
Autres transports	-410	-391	-654	-1.025	-1.300
Voyages	-720	-661	-684	-650	-603
Revenu des investissements	-413	-472	-193	471	200
Autres services publics	-2.243	-2.453	-4.084)	-3,936)	-4.560
Autres services privés	-302	-547	-480)		
Transferts sans contrepartie (net)	<u>6.018</u>	<u>8.675</u>	<u>12.145</u>	<u>10.460</u>	<u>12.660</u>
Interpublics	6.242	8.744	11.597	10.546	12.630
Divers	-224	-69	548	-86	30
Solde des transactions courantes	<u>1.986</u>	<u>-4.230</u>	<u>4 346</u>	<u>-6.236</u>	<u>-6.494</u>
Capitaux (net)	<u>673</u>	<u>4.657</u>	<u>1.715</u>	<u>7.450</u>	<u>5.290</u>
Investissements directs	460	435	1.165	1.580	1.700
Capitaux à long terme	2.440	1.743	1.634	3.085	1.910
Publics	(2.483)	(1.746)	(1 628)	(2.925)	(1.710)
Divers	(-43)	(-3)	(-6)	(160)	(200)
Capitaux à court terme	-2.227	2.479	-1.084	2.785	1.680
Erreurs et omissions <u>3/</u>	-570	-31	81	-267	--
Allocations de DTS	--	--	333	287	263
Solde global	<u>2.089</u>	<u>396</u>	<u>6.475</u>	<u>1.234</u>	<u>-941</u>
Variation des avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-2.089	-396	-6.475	-1 234	941
Banque nationale du Rwanda	1.432	-358	-5.514	-1.711	..
Banques créatrices de monnaie	-657	-38	-961	477	...

Sources données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.2/ Projections.3/ Ce poste semble comprendre les importations supplémentaires et les entrées de capitaux à court terme liées au commerce frontalier

Tableau XXIII. Rwanda : indices du volume
et de la valeur unitaire des exportations
et des importations, et termes de l'échange, 1977-81

(1975 = 100; valeurs unitaires en francs rwandais)

	1977	1978	1979	1980	1981 <u>1/</u>
Volume					
Importations	114,3	145,6	135,7	142,7	135,4
Exportations	76,3	84,7	116,4	91,9	101,4
Valeur unitaire					
Importations	111,5	124,4	143,5	167,5	183,2
Exportations	280,1	224,3	295,9	264,2	220,3
Termes de l'échange					
Indice	252,0	180,3	206,2	157,7	120,3
Variation annuelle (pourcentage)	66,1	-28,2	14,4	-23,5	-23,7

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Projections provisoires.

Tableau XXIV. Rwanda : composition, volume, valeur unitaire
et valeur des exportations, 1977-81

(Valeur en millions de francs rwandais; volume en tonnes)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>	1981 <u>2/</u>
Total des exportations enregistrées	<u>10.785</u>	<u>8.164</u>	<u>17.303</u>	<u>10.163</u>	<u>9.811</u>
Café					
Volume	19.129	17.166	39.306	21.989	25.500
Valeur unitaire : francs rwandais le kilo	347	264	326	264	225
cents E.U. la livre	169	128	160	153	110
Valeur	<u>6.638</u>	<u>4.533</u>	<u>12.820</u>	<u>5.813</u>	<u>5.740</u>
Thé					
Volume	5.611	5.636	4.826	7.047	7.000
Valeur unitaire : francs rwandais le kilo	179	147	205	156	145
cents E.U. la livre	87	72	98	76	71
Valeur	<u>1.004</u>	<u>826</u>	<u>986</u>	<u>1.101</u>	<u>1.015</u>
Cassitérite					
Volume	2.252	2.210	1.938	2.088	2.000
Valeur unitaire : francs rwandais le kilo	627	700	937	855	684
Valeur	<u>1.413</u>	<u>1.547</u>	<u>1.817</u>	<u>1.785</u>	<u>1.368</u>
Wolfram					
Volume	844	680	750	713	750
Valeur unitaire : francs rwandais le kilo	855	795	814	715	730
Valeur	<u>722</u>	<u>540</u>	<u>611</u>	<u>510</u>	<u>548</u>
Autres exportations enregistrées	<u>1.008</u>	<u>718</u>	<u>1.200</u>	<u>954</u>	<u>1.140</u>
Pyrèthre	210	106	191	150	150
Quinquina	157	230	127	279	280
Fruits, légumes et fleurs	90	60	110	69	70
Cuir et peaux	188	155	227	280	300
Divers (y compris minerais)	363	167	545	177	340
Ajustements de la balance des paiements					
Fret et assurance	-492	-876	-922	-1.007	-997
Exportations non enregistrées	1.448	3.079	2.325	3.055	2.060
Divers	--	--	132	191	200
Exportations totales, f o.b.	<u>11.741</u>	<u>10.367</u>	<u>18.838</u>	<u>12.402</u>	<u>11.074</u>

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

2/ Estimations.

3/ Les statistiques douanières comprennent les réexportations. Certaines entrées sont f.o.b. Kigali tandis que d'autres sont f.o.b. Mombasa ou c.a.f. au lieu d'embarquement. L'ajustement a été porté dans le tableau.

Tableau XXV. Rwanda : composition des importations, 1977-80

(Millions de francs rwandais)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Total des importations enregistrées, c.a.f. <u>2/</u>	<u>10.581</u>	<u>16.593</u>	<u>18.661</u>	<u>22.794</u>
Biens de consommation <u>3/</u>	4.641	7.173	7.700	9.175
Dont : produits alimentaires	(1.183)	(2.349)	(...)	(...)
textiles	(1.351)	(1.797)	(...)	(...)
Biens d'équipement	3.381	5.379	6.362	7.582
Dont : matériel de transport	(1.351)	(1.982)	(...)	(...)
machines et outils	(1.443)	(2.255)	(...)	(...)
Biens de consommation intermédiaires	1.470	2.677	2.829	3.373
Dont : matériel de construction	(666)	(1.346)	(...)	(...)
Produits pétroliers	1.089	1.364	1.770	2.664
Ajustements de la balance des paiements				
Fret et assurance	-2.062	-5.278	-5.971	-7.490
Importations non enregistrées	562	2.152	2.118	3.672
Divers	416	-11	-1	--
Total des importations, f.o.b.	<u>9.497</u>	<u>13.456</u>	<u>14.807</u>	<u>18.976</u>
<u>Pour mémoire :</u>				
Produits pétroliers (tonnes)	38.609	41.100	42.237	45.620

Sources : données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Chiffres provisoires.

2/ Statistiques douanières.

3/ Ne comprennent pas les produits pétroliers.

Tableau XXVI. Rwanda : répartition géographique des échanges, 1977-80

(Pourcentage du total)

	1977	1978	1979	1980 <u>1/</u>
Exportations, f.o.b.	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Etats-Unis	46,0	39,9	27,6	49,7
Communauté européenne	45,8	37,9	43,1	36,3
Dont : Belgique	(9,7)	(9,0)	(6,9)	(8,0)
France	(10,9)	(5,5)	(4,4)	(2,6)
République fédérale d'Allemagne	(8,5)	(13,3)	(22,3)	(13,3)
Royaume-Uni	(9,4)	(6,0)	(5,6)	(7,6)
Pays africains	4,1	5,6	5,8	4,9
Autres pays et chiffres non ventilés	4,1	16,6	23,5	9,1
Importations, f.o.b.	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Etats-Unis	5,0	4,4	2,9	2,9
Communauté européenne	46,2	49,2	42,1	43,8
Dont : Belgique	(21,2)	(21,6)	(17,0)	(13,5)
France	(7,1)	(8,0)	(6,7)	(13,1)
République fédérale d'Allemagne	(8,2)	(10,8)	(9,6)	(7,7)
Pays africains	14,3	13,5	11,0	17,5
Dont : Kenya	(11,1)	(10,2)	(8,1)	(13,5)
Iran	8,0	6,9	7,8	6,6
Japon	11,7	12,0	9,7	15,7
Divers	14,8	14,0	26,5	13,5

Source : FMI, Direction of Trade.1/ Chiffres provisoires.

Tableau XXVII. Rwanda : réserves internationales, 1977-80

(Millions de DTS; fin de période)

	1977	1978	1979	1980
Banque nationale du Rwanda	<u>52,9</u>	<u>52,2</u>	<u>96,7</u>	<u>117,0</u>
Avoirs en instruments de réserves internationales	68,4	67,0	115,4	146,3
Avoirs en DTS	(2,4)	(2,4)	(4,6)	(7,7)
Position de réserve au Fonds	(2,1)	(2,9)	(5,5)	(8,4)
Devises	(63,9)	(61,7)	(105,3)	(130,2)
Engagements en instruments de réserves internationales	15,5	14,8	18,7	29,3
Banques commerciales	<u>6,0</u>	<u>5,9</u>	<u>13,7</u>	<u>10,1</u>
Avoirs en instruments de réserves internationales	11,5	9,5	19,2	16,7
Engagements en instruments de réserves internationales	5,5	3,6	5,5	6,6
Total des réserves internationales nettes	<u>58,9</u>	<u>58,1</u>	<u>110,4</u>	<u>127,1</u>
Avoirs en instruments de réserves internationales	79,9	76,5	134,6	163,0
Engagements en instruments de réserves internationales	21,0	18,4	24,2	35,9
<u>Pour mémoire :</u>				
Calculées en mois d'importations (c.a.f.)				
Réserves officielles brutes	7,6	5,0	7,5	7,5
Réserves officielles nettes	5,8	3,9	6,2	6,0

Source : FMI, Statistiques financières internationales.

Tableau XXVIII. Rwanda : état récapitulatif
de la dette publique extérieure, 1976-80

(Millions de francs rwandais)

	Opérations au cours de la période				Encours de la dette en fin de période <u>1/</u>
	Service de la dette				
	Tirages	Amortissement	Intérêt	Total	
Administration publique centrale <u>2/</u>					
1976	2.271,4	81,7	23,9	105,6	4.312,8
1977	2.282,6	60,6	41,9	102,5	6.619,7
1978	1.864,9	162,2	52,6	218,8	8.841,3
1979	3.668,2	1.943,1 <u>3/</u>	182,6	2.125,7	11.203,9
1980	2.257,7	338,7	107,1	445,8	15.662,7
Garantie par l'Etat					
1976	22,7	23,6	5,2	28,8	172,8
1977	61,2	23,7	8,0	31,7	215,0
1978	72,8	25,1	3,6	28,7	222,5
1979	--	22,7	0,4	23,1	181,8
1980	--	25,0	3,0	28,0	153,8
Total					
1976	2.294,1	105,3	29,1	134,4	4.485,6
1977	2.343,8	84,3	49,9	134,2	6.834,7
1978	1.937,7	191,3	56,2	247,5	9.063,8
1979	3.668,2	1.965,8 <u>3/</u>	183,0	2.148,8	11.385,7
1980	2.257,7	363,7	110,1	473,8	15.816,5

Sources : BIRD, données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Les données de l'encours peuvent ne pas concorder avec les opérations par suite de variations des taux de change, d'annulations de dettes et de la capitalisation des intérêts.

2/ Comprend les prêts à la Banque rwandaise de développement.

3/ Comprend la dette annulée par la République fédérale d'Allemagne (1.902 millions de francs rwandais).

Tableau XXIX Rwanda : dette publique^{1/} extérieure
par catégorie de créanciers, 1977-80

(Millions de francs rwandais)

	Tirages			Encours à la fin de		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Prêts multilatéraux	1.148,7	1.484,6	2.203,3	3.388,8	4.886,3	7.252,8
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	--	193,2	198,4	--	193,2	391,6
Fonds africain de développement	192,6	375,8	403,9	326,8	699,2	1.149,1
Fonds européen de développement	--	184,6	62,3	--	184,6	257,6
IDA	862,0	484,7	849,2	2.850,9	3.456,7	4.305,9
SFI	--	72,8	--	--	87,2	100,3
FMI - Fonds fiduciaire	--	--	689,5	--	--	689,5
Ligue des Etats arabes	--	93,8	--	108,0	93,8	187,4
Fonds spécial de l'OPEP	79,7	79,7	--	79,7	159,4	159,4
PNUD	14,4	--	--	14,4	12,2	12,0
Prêts bilatéraux	1.195,1	453,1	1.464,9	3.445,9	4.177,5	4.132,9
Crédits-fournisseurs						
Italie	--	--	--	52,1	28,2	8,0
Pays-Bas	--	--	--	127,4	106,5	72,3
Royaume-Uni	14,4	--	--	14,4	14,4	14,4
Divers						
République populaire de Chine	278,1	157,4	1.214,8	1.055,1	1.274,2	2.583,8
France	--	--	36,7	--	--	38,7
République fédérale d'Allemagne	464,8	173,5	83,8	1.041,5	1.355,3	--
Japon	27,5	7,8	90,4	409,9	525,0	521,2
Koweït	43,9	69,2	37,2	69,3	143,2	179,1
Libye	--	--	--	287,1	284,4	285,0
Arabie Saoudite	366,4	45,2	--	366,4	446,3	430,4
Suisse	--	--	--	22,7	--	--
Total	2.343,8	1.937,7	3.668,2	6.834,7	9.063,8	11.385,7
						14.031,9

Sources : BIRD; données communiquées par les autorités rwandaises et estimations des services du Fonds.

1/ Comprend certains prêts aux entreprises publiques garantis par l'Etat

2/ Les données concernant l'encours peuvent ne pas concorder avec les opérations par suite de variations des taux de change, d'annulations de dettes et de la capitalisation des intérêts.

BIBLIOGRAPHIE

Documents du Fonds

SM/77/168, 20 juillet 1977 (Rwanda - Evolution récente de l'économie)

SM/78/272, 13 novembre 1978 (Rwanda - Rapport des services du Fonds sur les consultations 1978 au titre de l'article IV)

SM/78/273, 16 novembre 1978 (Rwanda - Evolution récente de l'économie)

SM/80/190, 30 juillet 1980 (Rwanda - Evolution récente de l'économie)

Statistiques financières internationales, divers numéros

Balance of Payments Yearbook, divers numéros

Documents rwandais

Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Rapport annuel, divers numéros

Office des Cultures industrielles du Rwanda, Rapport annuel, divers numéros

Banque nationale du Rwanda, Bulletin trimestriel, divers numéros

Ministère des finances, Résultats d'exécution du budget général et des comptes hors budget, divers numéros

Ministère du plan, Bulletin de Statistique, divers numéros

Ministère du plan, Situation économique et conjoncturelle au 31 décembre 1979, mai 1980

Ministère du plan, Comptes économiques nationaux du Rwanda, divers numéros

Journal officiel de la République rwandaise, divers numéros

Ministère du plan, Deuxième Plan quinquennal de développement économique, social et culturel, 1977-81, 1977

Ministère du plan, Evaluation du deuxième plan de développement triennal, 1977-79